

Pfc

Fondations  
philanthropiques  
Canada



Voir le monde autrement :  
**Portraits de fondations  
engagées**

## Énoncé de mission

Fondations philanthropiques Canada encourage la création, la croissance et le développement de fondations indépendantes, efficaces et responsables, et favorise un environnement social et réglementaire qui incite à la philanthropie.



## Table des matières

L'apprentissage en bas âge	4-7
Meal Exchange	8-11
Étude comparative en santé et société	12-15
La musique highlife du Ghana	16-19
Sustainability Network	20-23
Médecines parallèles	24-27
Akitsiraq Law School	28-31
Pour l'accès et l'équité	32-35
Calgary Chamber of Voluntary Organizations	36-39
Community Advancement New Brunswick	40-43
Gestion de produits électroniques	44-47

## REMERCIEMENTS

Nous remercions les fondations qui ont généreusement offert le récit de leurs expériences subventionnaires afin d'illustrer ces portraits. Nous désirons en outre souligner la contribution de l'un de nos membres aux frais de production. Enfin, nous remercions sincèrement les rédacteurs Wilder Penfield III, Joanne Morgan et plus spécialement Elaine Lowe, qui ont œuvré à nos côtés aux étapes de recherche et de rédaction de cette brochure.

© novembre 2003

## AVANT-PROPOS

*« L'un des rôles des philanthropes est de tenter de jeter un pont entre ce que nous savons et ce que nous faisons... aussi notre tâche est-elle d'aider à mettre au jour de nouvelles connaissances et façons de faire, c'est pourquoi nous appuyons la recherche et l'expérimentation. Nous appuyons ensuite l'application des nouvelles connaissances par des méthodes et des modèles de démonstration. De là, nous pouvons songer à soutenir la diffusion à plus grande échelle des idées et des modèles prometteurs, pour enfin appuyer les changements dans les politiques gouvernementales afin qu'elles se fassent l'écho des idées et des pratiques nouvelles... »*

Alan Broadbent, président, Maytree Foundation

Les onze portraits présentés dans ces pages illustrent, chacun à leur manière, les rôles si bien décrits à la citation précédente. Chacun dépeint une fondation canadienne et la cause qu'elle s'est employée à soutenir avec succès. Chacun met en scène une fondation subventionnaire dans un éventail de rôles à sa mesure : découvreur, innovateur, défenseur, diffuseur, coordonnateur et collaborateur. Ces rôles dépassent la simple vocation de bailleur de fonds. Les fondations ont le pouvoir de soutenir l'inexpérimenté, d'éclairer l'inconnu, de prendre des risques en appuyant des démarches inédites et de réunir des joueurs autour d'enjeux d'importance dans leurs milieux.

Ni la taille ni l'expérience des fondations ne sont garantes de leur succès. Ces portraits nous révèlent au contraire que l'influence des fondations s'exerce de manières différentes dans des domaines fort diversifiés. Il n'existe pas de guide du « parfait » subventionneur. Simplement, à la base, il y a la reconnaissance d'un besoin à combler dans une communauté et des mesures créatives pour y remédier. En vous présentant ces portraits, notre objectif est de mettre en lumière la remarquable contribution des fondations canadiennes. Nous espérons que les lecteurs et lectrices y puiseront l'envie d'en apprendre davantage. Oui, nous espérons que ces exemples d'actions philanthropiques recueillis aux quatre coins du pays sauront les inspirer.

Traduction de l'anglais par Marie-Josée Rosset.

Also available in English under the title *Foundations Seeing the World Differently: Great Grant Stories.*





# L'apprentissage en bas âge :

## De la recherche à la pratique

**Subventionneur :** Lawson Foundation  
**Bénéficiaire :** Hincks-Dellcrest Institute  
**Sommaire :** Soutenir l'apprentissage et le développement durant la petite enfance.



**M**ille neuf cent quatre-vingt-onze est une année charnière dans le parcours de la Lawson Foundation de London, Ontario, qui passait alors aux mains des membres de la troisième génération. Le président de deuxième génération, Tom Lawson, et sa sœur Ruth avaient fait porter leurs actions philanthropiques sur deux villes ontariennes : London et Oakville.

« **M**on père exprimait sa générosité de façon spontanée », confie Connie Gardiner, sœur aînée de Tom et présidente de la Fondation de 1996 à 2003. Mais « donner de l'argent, et le faire efficacement, n'est pas toujours simple. » Et la famille voulait bien faire les choses. Les descendants de Tom et de Ruth ont pris l'initiative de tenir une retraite dirigée afin de discuter de leurs valeurs communes en philanthropie et de déterminer ce qu'ils souhaitaient accomplir au sein de la Fondation. Il en a résulté une nouvelle orientation stratégique : la petite enfance. « Nous étions tous des parents. Nous tenions à être engagés au sein d'un projet qui aurait une incidence sur les premières années de la vie de l'enfant », explique Connie Gardiner.

**L**es Lawson ont lu tout ce qu'ils pouvaient sur les facteurs qui assurent aux enfants un meilleur départ dans la vie. Leur quête d'information les a conduits auprès de responsables et d'organismes du domaine du développement de la petite enfance. Ils ont alors pris connaissance de données scientifiques qui démontraient la rapidité du développement des

cellules du cerveau durant les cinq premières années de vie et la vulnérabilité des enfants à cette période de leur développement. Ils ont appris en outre que les soins et la stimulation offerts en bas âge conditionnaient les apprentissages et le développement futurs de l'enfant.

La Fondation était déterminée à faciliter le passage de la recherche à la pratique et souhaitait que les enfants bénéficient de ces nouvelles connaissances le plus tôt possible. « Nous désirions adopter une démarche proactive, axée sur la prévention. Nous préférons contribuer à mettre les connaissances en pratique plutôt que de financer la recherche », fait valoir Connie Gardiner.

Le Hincks-Dellcrest (et maintenant Gail Appel) Institute de Toronto, qui œuvre en santé mentale infantile, fait un travail d'intervention exceptionnel auprès d'enfants de moins de cinq ans atteints de graves problèmes de développement et de leurs parents. En se documentant sur la petite enfance, des administrateurs de la Fondation, dont Connie Gardiner, ont vu une émission de télévision portant sur les travaux de l'Institut. Cette émission faisait écho à la démarche du groupe. Et elle a permis à Connie Gardiner d'établir un lien entre l'amie côtoyée depuis plusieurs étés, Freda Martin, et le champ d'expertise du Hincks-Dellcrest Institute. Avant cela, « nous n'étions que deux voisins de chalet passant les vacances d'été avec leurs enfants

au bord du même lac », évoque le Dr Martin, directrice générale de l'Institut.

Les administrateurs de la Fondation ont rencontré le Dr Martin afin de prendre conseil sur le financement d'un projet à long terme. Pour celle-ci, la question était théorique. « J'ai parlé en détail de la manière dont je m'y prendrais pour mettre un projet sur pied, en précisant les domaines à explorer et les gens auxquels il faudrait s'adresser... et durant la rencontre, les administrateurs m'ont posé un tas de questions sur l'Institut », relate-t-elle en riant. Cette réunion informelle allait sonner le départ d'une initiative communautaire de portée nationale axée sur le langage et la cognition durant la petite enfance, que dirigerait le Dr Martin.

Le Dr Martin et le Dr Clyde Hertzman, de l'Université de la Colombie-Britannique et de l'Institut canadien de recherches avancées, ont été invités à se joindre au projet à titre de conseillers. Ils devaient d'abord définir le domaine où les nouvelles connaissances seraient appliquées et ont convenu, après mûre réflexion, de faire porter le projet sur l'acquisition du langage et le développement cognitif durant la petite enfance. En 1997, la Lawson Foundation accordait 5 millions \$ sur cinq ans pour mener à bien son nouveau projet, intitulé Tandem : Langage et Cognition, Tendresse, Lien et Communication, Théorie en Liaison avec la Communauté<sup>1</sup>.

**Nous désirions adopter une démarche proactive, axée sur la prévention. Nous préférons contribuer à mettre les connaissances en pratique plutôt que de financer la recherche.**

<sup>1</sup> On utilisera l'abréviation TLC pour les besoins de cette brochure. L'initiative originale a pour titre : *Thinking, Listening and Communicating, Tender Loving Care, and The Learning Centres.*

La Fondation a confié au Hincks-Dellcrest Institute le rôle de diriger et de gérer le projet. Sept emplacements ont été choisis dans des localités rurales et urbaines, de même que les familles participantes issues de milieux favorisés ou moins fortunés. Des garderies, prématernelles, centres de ressources pour la famille, maisons de la famille, centres communautaires, et les foyers des familles, ont été repérés pour les activités. « Chaque emplacement a été choisi en fonction de la qualité des programmes qui y étaient offerts. Le projet [TLC] ne partait pas de zéro. Il se greffait à une structure déjà en place dans la perspective de l'enrichir », rappelle Connie Gardiner.

Le projet TLC ciblait deux objectifs en particulier : stimuler le développement linguistique et cognitif chez les enfants de 0 à 5 ans, et aider les professionnels et les parents à découvrir des stratégies efficaces pour créer de bonnes conditions d'apprentissage là où vivent les enfants. Connie Gardiner décrit le projet TLC comme « une démarche destinée à offrir une stimulation pertinente au bon moment. »

Chaque équipe-projet devait concevoir sa propre stratégie d'intervention fondée sur les facteurs favorisant la croissance optimale des enfants, soit « une stimulation pertinente, un milieu positif, ainsi que des relations chaleureuses, respectueuses, attentives et stimulantes », relève le Dr Martin. « Les équipes étaient invitées à choisir les activités qu'elles jugeaient les plus susceptibles de stimuler le langage et la capacité de raisonnement chez les enfants et les familles de leur milieu. Nous les engageons à s'inspirer de recherches actuelles et de pratiques exemplaires pour justifier leur démarche. » Elle ajoute : « Nous étions tous conscients d'œuvrer en terrain inconnu et avançons avec prudence. C'était un domaine nouveau. Nous apprenions à reconnaître ce qui fonctionne et en qui avoir confiance. »

Le partage et l'apprentissage étaient au cœur de la démarche du projet TLC. À chaque année, durant les cinq années du projet, un symposium de trois jours réunissait deux ou trois représentants de chaque emplacement, l'équipe de gestion, le comité national de consultation et la présidente-directrice générale de la Fondation. « Nous étions enchantés de ce qu'on nous donnait à voir et à entendre à chacune de ces rencontres », précise Connie Gardiner.

L'équipe de gestion s'est rendue au moins un fois l'an sur le terrain pour y rencontrer les responsables, prendre connaissance sur place des stratégies conçues et employées et, plus tard, offrir une assistance aux équipes au moment de l'évaluation de leurs projets.

Les gestionnaires s'emploient maintenant à synthétiser les données recueillies à l'évaluation. Le défi est de taille car les activités varient d'un emplacement à l'autre, tout comme les plans d'évaluation et les résultats obtenus. Mais en dépit des difficultés que pose l'évaluation, insiste Connie Gardiner, le projet « a déjà transformé tout un groupe de gens œuvrant dans le domaine de la petite enfance. Ils ont découvert l'importance de la stimulation précoce et une façon nouvelle de travailler ensemble. Et, plus précisément, le personnel des équipes-projets rapporte de nombreux changements positifs observés chez les enfants et leurs parents. »



La diffusion et la communication des résultats sont déjà amorcées. En novembre 2003, l'équipe de gestion a convoqué par vidéoconférence nationale les équipes-projets, des représentants gouvernementaux et plusieurs bailleurs de fonds pour discuter de stratégies qui leur permettraient d'allouer de maigres ressources efficacement à partir du modèle TLC. D'autres conférences, présentations et ressources imprimées sur l'évaluation sont projetées.

Dans les sept localités participantes, des volets d'apprentissage précoce se sont intégrés à la programmation des organismes et plusieurs initiatives dérivées du projet TLC sont en cours. Certaines reçoivent des fonds de l'Initiative fédérale sur le développement de la petite enfance. En Colombie-Britannique, le projet TLC s'est mué en associations parent-enfant *Mother Goose*. En Nouvelle-Écosse, le projet a donné naissance à TLC4, une initiative provinciale appuyée par le gouvernement qui vise à inciter les orthophonistes à recourir à de nouvelles approches de travail au sein de la communauté. « Les programmes évoluent et prennent de l'ampleur, et cela compte bien davantage que la continuité du projet initial », évalue le Dr Martin.

**Tout comme un bon éducateur travaille auprès d'un enfant, la Fondation a œuvré aux côtés de son bénéficiaire, reconnaissant le besoin de relations chaleureuses, respectueuses, attentives et stimulantes.**

Le Dr Martin a eu le temps de tirer quelques réflexions du projet TLC qui arrive à son terme. « La Lawson Foundation s'est engagée dans ce projet en tant que partenaire d'apprentissage et collaborateur, ce qui a permis la part de souplesse nécessaire à l'évolution des participants. » Tout comme un bon éducateur travaille auprès d'un enfant, la Fondation a œuvré aux côtés de son bénéficiaire, reconnaissant le besoin de relations chaleureuses, respectueuses, attentives et stimulantes. Elle a fourni un cadre stable et motivant, en accordant un financement régulier pour appuyer les activités et l'évaluation des projets, au même titre que le travail des gestionnaires, qui ont pu veiller à l'orientation, au suivi et au soutien des équipes. Toutes les relations créées autour de ce projet entre la Fondation, les gestionnaires, les équipes-projets et les conseillers ont été marquées par un engagement et un dévouement profonds, par l'autonomie et la confiance. « Le processus suivi par la Lawson Foundation représente un modèle pour d'autres fondations qui recherchent des moyens d'allouer des ressources limitées efficacement », conclut le Dr Martin.

**Pour plus d'information, visitez le site Internet de la Fondation : [www.lawson.on.ca](http://www.lawson.on.ca)**

# Meal Exchange :

## Bâtir l'entrepreneuriat social chez les jeunes

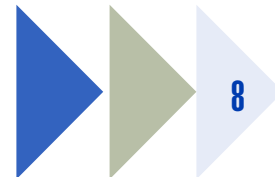
**Subventionneur :** Fondation de la famille J.W. McConnell  
**Bénéficiaire :** Meal Exchange  
**Sommaire :** Favoriser l'entrepreneuriat social chez les jeunes.

À la fin de 2000, Tim Brodhead, directeur général de la Fondation de la famille J.W. McConnell de Montréal, a lu un article de revue consacré à un jeune entrepreneur social du nom de Rahul Raj. Cet article a éveillé son intérêt. En 1993, Rahul Raj avait fondé un organisme appelé Meal Exchange à l'Université Sir Wilfrid Laurier, alors qu'il était étudiant en marketing. Les étudiants du campus étaient encouragés à donner un repas de leur forfait alimentaire (valant environ 10 \$) à Meal Exchange qui, en retour, utilisait ces fonds pour acheter de la nourriture remise à des organismes caritatifs de la communauté.

Tim Brodhead était intrigué par Meal Exchange, mais aussi par son fondateur. C'était justement le genre d'activité entrepreneuriale que la Fondation McConnell souhaitait

appuyer : des jeunes qui jettent un regard neuf sur d'anciens problèmes et y trouvent des solutions créatives; dans ce cas, des dollars consacrés à des repas non consommés servaient à nourrir des gens qui avaient vraiment faim. « Ces jeunes ne savent pas ce qu'ils font, et rien ne les arrête », plaisante Andrew Woodall, chargé de programme à la Fondation McConnell. « Ils réunissent leurs amis autour d'une idée et passent à l'action. Le personnel de la Fondation scrute le secteur bénévole à la loupe pour repérer des projets novateurs qui concordent avec notre mission. » Selon le jeune promoteur, les vieilles solutions ne mènent pas loin de toute manière. « Si on ne mise pas sur de nouvelles façons de régler les problèmes, alors les problèmes vont persister », fait-il remarquer.

Les activités de l'organisme semblaient correspondre aux objectifs de la Fondation : promouvoir la générosité et le bénévolat et aider les gens à s'adapter à des rôles et à des défis nouveaux. Tim Brodhead a rencontré Rahul Raj en personne et en a gardé une vive impression. Meal Exchange était une excellente idée : le projet s'attaquait au problème de la faim et encourageait la clientèle de plusieurs campus à faire du bénévolat. Il y avait un lien très net avec la mission de la Fondation d'appuyer l'entrepreneuriat social. Quelques semaines plus tard, en mars 2001, la Fondation McConnell versait 96 000 \$ pour faire progresser le programme.



**M**ais comment une idée aussi novatrice que Meal Exchange avait-elle germé? Une grand-mère généreuse avait profondément marqué Rahul durant son enfance. Tous les jours, elle faisait ce qu'elle pouvait pour venir en aide aux personnes démunies de son entourage. Cette façon de penser et d'agir s'est naturellement greffée au mode de vie du garçon : faire ce qu'il pouvait au jour le jour pour aider les gens dans le besoin autour de lui. En grandissant, il s'est demandé comment inciter les gens qui n'avaient pas été exposés à ces modèles à suivre cette voie. À l'université, il mangeait peu et n'utilisait pas tous les points-repas prévus dans son forfait alimentaire. Or il savait qu'il n'était pas le seul; selon lui, c'était du gaspillage. Rahul et ses amis ont songé à plusieurs façons d'utiliser les points excédentaires, mais aucune ne leur semblait très bonne. Puis une idée prometteuse a fait son chemin : Meal Exchange. La formule permettait aux étudiants de donner les points-repas inutilisés pour soulager la faim autour d'eux. Le jeune homme a convaincu l'université que les avantages liés à l'image publique de l'établissement dépassaient largement les revenus provenant de repas payés mais non consommés.

**N**on seulement Meal Exchange aide-t-il à répondre à la demande locale de nourriture, mais il contribue également à bâtir une nouvelle culture du bénévolat en approfondissant la conscience sociale des jeunes et en leur offrant des occasions d'agir pour remédier aux problèmes. « Les étudiants représentent un groupe-cible parfait : ils se situent à un point tournant de leur vie où ils définissent leurs valeurs, leurs principes et leurs actions hors du cadre parental, et ils évoluent dans un milieu suffisamment sûr pour vivre cette expérience. Meal Exchange ouvre leurs horizons », résume Rahul Raj. Andrew Woodall ajoute : « Le fait qu'il y ait des gens hors des murs de

l'université qui ne mangent pas à leur faim peut être nouveau pour certains. » Cette initiation graduelle au bénévolat convient bien à la réalité des étudiants qui, souvent, essaient plusieurs activités bénévoles avant d'y consacrer plus de temps.

**C**haque jour, des millions de Canadiens ont faim, et environ la moitié d'entre eux sont des enfants. Si ce constat est démoralisant, il reste que la faim compte parmi les problèmes sociaux qui suscitent le moins d'opposition. Selon Rahul Raj, « le programme permet à quelqu'un de nouveau sur la scène bénévole de s'engager d'une manière non menaçante. Ailleurs sur la planète, les étudiants se mobilisent autour de causes différentes. »

**D**epuis le début, Rahul Raj se donne corps et âme à Meal Exchange. Il n'a pas hésité à sacrifier son temps et son argent pour lancer le projet. Il a pris la décision (et obtenu l'autorisation) d'écrire sa thèse de quatrième année sur la création et la gestion d'un organisme sans but lucratif (OSBL) sur le campus dans l'optique de faire de Meal Exchange un organisme national d'ici la fin de ses études, en 1997. La Trillium Foundation lui a accordé 25 000 \$ pour l'aider à réaliser cet objectif. Mais, à 21 ans, le jeune homme voyait plus grand que sa capacité à réaliser tout ce qu'il avait en tête pour les 18 mois que couvrait la subvention.



Lorsque la Fondation J.W. McConnell est intervenue pour appuyer Meal Exchange, la nouvelle a eu un impact énorme sur le jeune promoteur. « Je croyais en moi, mais il me semblait que personne n'était prêt à m'appuyer. Puis la Fondation a misé sur moi », évoque-t-il. « Cette main tendue a ajouté tellement de poids et de crédibilité à Meal Exchange, ça n'a pas de prix. »

Après ses études, Rahul Raj s'est partagé entre une carrière de spécialiste en marketing et Meal Exchange. Puis, un jour, il a pris conscience que tous ceux qui avaient influencé la société – Bill Gates, Walt Disney, Mahatma Gandhi, Martin Luther King – avaient un point en commun : la poursuite inlassable d'une seule vision. Depuis ce jour, il se consacre à Meal Exchange à plein temps, employant ses talents confirmés en marketing et sa remarquable énergie à lutter contre des problèmes sociaux. « Ce que cet univers a de si particulier, c'est qu'on tente constamment de bâtir quelque chose à partir de rien », constate-t-il.

Meal Exchange a permis à des étudiants de donner plus de 200 000 repas pour soulager la faim dans plusieurs communautés. Quarante-cinq collèges et universités canadiens participent actuellement au programme, qui compte quatre volets : *Skip-a-Meal* (1<sup>er</sup> trimestre), *Skip-a-Meal* (2<sup>e</sup> trimestre), *Trick-or-Eat* (collecte d'aliments non périssables à l'Halloween) et *Clear the Shelves* (campagne de fin d'année). Si tous les campus déployaient le même zèle que les cinq les plus engagés, Meal Exchange permettrait d'amasser plus de 4 millions \$ en dons d'étudiants.

Selon Andrew Woodall, la relation entre la Fondation McConnell et Meal Exchange allie philanthropie traditionnelle et nouvelle. « La Fondation a repéré une idée qui avait de l'avenir et

a vu la possibilité d'aider des jeunes à s'initier à l'entrepreneuriat social et à plonger. Ça, c'est la formule traditionnelle. L'aspect nouveau est d'avoir poussé Meal Exchange à approfondir sa démarche. Ce n'est pas qu'une question de sous : il faut aussi réfléchir à la manière dont on fait les choses et aux raisons qui nous motivent à agir, puis à faire fructifier ces idées. » L'autre élément novateur tient au rôle de mentor joué par la Fondation J.W. McConnell auprès du jeune entrepreneur, notamment en le présentant à des acteurs d'importance sur la scène bénévole et à des subventionneurs sensibles aux enjeux de la pauvreté. « Quand on est jeune et qu'on commence dans le milieu, ce n'est pas facile de se faire connaître », concède Andrew Woodall.

## La Fondation a repéré une idée qui avait de l'avenir et a vu la possibilité d'aider des jeunes à s'initier à l'entrepreneuriat social.

En 2002, la Fondation McConnell a accordé 550 000 \$ de plus sur une période de deux ans pour permettre à Meal Exchange de solliciter et de coordonner la participation d'un plus grand nombre de collèges et d'universités, de recruter davantage de bénévoles et de donateurs et de continuer à sensibiliser les étudiants canadiens aux réalités de la faim et de la pauvreté. Le défi sera de faire rayonner le programme hors du milieu étudiant pour rejoindre

toute la communauté, notamment les écoles secondaires et les organismes bénévoles. Des campus situés aux États-Unis et au Royaume-Uni ont manifesté l'intérêt d'ouvrir des sections régionales de Meal Exchange, mais le programme n'en aura pas la capacité financière avant quelques années encore.

**F**idèle à sa promesse, Rahul Raj garde le cap et se consacre à 100 pour cent à Meal Exchange. Il n'a rien perdu de sa motivation première : rechercher des moyens de mobiliser les populations locales pour trouver des solutions aux problèmes de leur milieu. Selon lui, dans ses grandes lignes, Meal Exchange offre un modèle pour gagner l'appui du milieu étudiant et mettre au jour un courant de responsabilité sociale à vie, susceptible de servir d'autres causes de cette nature.

**Les fondations peuvent soutenir les initiatives aux premières étapes critiques, jusqu'à ce qu'elles soient suffisamment solides pour que d'autres investisseurs s'y associent sans crainte.**

**A**ndrew Woodall est d'avis qu'appuyer Meal Exchange représente le genre de niche où les fondations peuvent le mieux faire jouer leurs forces, en aidant les idées prometteuses à faire leur chemin de sorte qu'elles gagnent l'appui de sources peu enclines à courir des risques. « Les fondations peuvent soutenir les initiatives aux premières étapes critiques, jusqu'à ce qu'elles soient suffisamment solides pour que d'autres investisseurs s'y associent sans crainte », relève-t-il. « Meal Exchange est une réussite, mais la réussite sera plus grande si le programme existe encore dans cinq ans. »

**M**Meal Exchange fera-t-il naître une nouvelle génération de jeunes encore plus engagés socialement? Le temps se chargera de nous le dire, mais il y a fort à parier que l'engagement de Rahul Raj et le soutien indéfectible de la Fondation de la famille J.W. McConnell et d'autres bailleurs de fonds formera une combinaison gagnante.

**Pour plus d'information, visitez le site Internet de la Fondation : [www.mcconnellfoundation.ca](http://www.mcconnellfoundation.ca).**

# Étude comparative en santé et société :

## Créer une masse critique dans une nouvelle discipline

**Subventionneur :** Lupina Foundation  
**Bénéficiaire :** Université de Toronto  
**Sommaire :** Financer la recherche comparative en santé et société.

Qui aurait pu prévoir l'épidémie de SRAS en 2003 et son éclosion en Asie? Par une sinistre coïncidence, près d'un mois avant l'apparition du syndrome à Toronto, Weizhen Dong, chercheuse à l'Université de Toronto, avait prédit qu'une maladie telle que le SRAS se développerait. En effet, la chercheuse avait rédigé un rapport sur la politique chinoise de soins de santé qui dénonçait l'inégalité d'accès des populations urbaines au système médical dont la formule privilégiait les mieux nantis. Le rapport notait qu'en raison du flux constant de migrants en quête de travail des zones rurales aux grands centres et du taux de chômage élevé, moins de 30 %, voire seulement 10 % de la population était couverte par le système de santé – ce qui signifie que 50 à 100 millions de gens déplacés sont privés de soins médicaux en Chine. Comme

les villes de l'envergure de Shanghai ne cessent de prendre de l'ampleur, la chercheuse avait prédit l'éclosion de maladies infectieuses en Chine urbaine pouvant représenter une menace mondiale. Peu après sa présentation, les premiers cas de SRAS étaient diagnostiqués à Toronto.

Les travaux de Weizhen Dong ont été rendus possibles grâce à une bourse de la Lupina Foundation, une petite fondation relativement nouvelle dans le paysage de la philanthropie. Fondée en 2000 par Margret Hovanec et son époux Peter Warrian, la Fondation doit son nom singulier à la fleur favorite de ce dernier, le lupin, auquel la cofondatrice a ajouté un « a » pour évoquer la priorité accordée à la santé des femmes.

La Lupina Foundation appuie la recherche et l'innovation en santé et société. Elle vise à financer les activités de recherche et les travaux appliqués dans trois vastes domaines : l'inquiétude liée à l'état de santé, l'accès aux services médicaux, notamment chez les femmes et d'autres groupes mal desservis, et les facteurs socio-économiques menaçant la santé. « Des sommes astronomiques sont dirigées au pays vers la recherche scientifique sur la santé, mais relativement peu sur ses dimensions sociales », déplore Janice Gross Stein, directrice du Munk Centre for International Studies à l'Université de

Toronto, d'où le programme est orchestré. La Lupina Foundation espère apporter sa contribution à ce domaine sous-financé.

Les motifs des fondateurs découlent de leurs intérêts professionnels : Peter Warrian est économiste et Margret Hovanec, psychologue clinicienne. Selon Peter Warrian, depuis deux siècles, « les progrès observés dans l'état de santé global de la société sont davantage le résultat de facteurs socio-économiques que de la médecine. »

« Il importe de comprendre et de mesurer l'incidence des facteurs historiques et psychosociaux sur la santé », affirme Margret Hovanec. « Cette perspective fait appel aux qualités intellectuelles des chercheurs, bien sûr, mais aussi à leur sens pratique et à leur compétence. C'est ce que nous recherchons, et nous tenons à être de la partie pour le réaliser. »

## Notre principal objectif est d'engager les jeunes à une étape décisive de leur carrière pour que se crée, au pays, une communauté de chercheurs œuvrant sans relâche à l'avancement des connaissances sur les dimensions sociales de la santé.

En 2001, la Fondation a lancé sa première initiative consacrée à la mise sur pied du Comparative Program on Health and Society (CPHS) au Munk Centre. Ce programme sub-

ventionné appuie la recherche comparative portant sur les dimensions sociales de la santé, en offrant des bourses à des étudiants effectuant des études doctorales ou postdoctorales, à des facultés et à des visiteurs de marque. Il y a relativement peu de bourses d'étude supérieure offertes aux chercheurs médicaux des sciences humaines et sociales, et l'attribution de bourses multiples au sein d'un même vaste domaine et d'un même établissement est unique au Canada. Le financement de projets de recherche aux niveaux doctoral et postdoctoral est « l'une des sphères les plus négligées de l'appui à la recherche en enseignement supérieur », affirme Peter Warrian.

La Lupina Foundation et le Dr Stein ont travaillé de concert pour donner forme au CPHS. Le principal objectif que poursuivent les partenaires est « d'engager les jeunes à une étape décisive de leur carrière pour que se crée, au pays, une communauté de chercheurs œuvrant sans relâche à l'avancement des connaissances sur les dimensions sociales de la santé », explique le Dr Stein. « C'est toute une empreinte à laisser derrière soi. »

Durant l'année académique 2003-2004, le programme finance six étudiants au doctorat, deux en études postdoctorales et un visiteur de marque. La plupart des bourses couvrent une



année, mais peuvent être prolongées d'un an. Les plans de recherche des boursiers actuels de la Fondation traitent, entre autres sujets, de la compréhension des observations scientifiques en médecine, de l'étude des facteurs qui entrent en ligne de compte dans la politique de fixation des prix des médicaments au Canada et au Brésil, et de la comparaison des réactions aux politiques gouvernementales canadiennes et britanniques sur les aliments transgéniques. Le financement annuel d'au moins six étudiants au doctorat, à perpétuité, devrait permettre de créer un important bassin de chercheurs dans ces domaines. La capacité subventionnaire « augmentera au fur et à mesure que croîtront les avoirs de la Fondation », avise le Dr Stein.

Comme peu de bourses de recherche sont accordées en enseignement supérieur, et aucune dans les domaines privilégiés par la Fondation, le processus de sélection est rigoureux. Un comité de révision réunissant des chercheurs de plusieurs disciplines universitaires est chargé d'évaluer les nombreuses candidatures. Les récipiendaires s'installent au Munk Centre for International Studies pour y poursuivre leurs recherches. Outre l'avantage de travailler à proximité les uns des autres, le CPHS offre aux boursiers maintes possibilités de se fréquenter et d'échanger sur le plan intellectuel.

Trop souvent, les rapports de recherche aboutissent au fond d'un placard où ils n'ont pas la moindre chance d'influencer la politique ou la pratique. Afin que les recherches menées sous les auspices du CPHS reçoivent toute l'attention voulue, des séminaires sont organisés en vue de stimuler les échanges sur les travaux des boursiers et ceux d'autres invités.

Ces rencontres sont ouvertes aux diplômés et aux membres de facultés universitaires, mais aussi à la population. Toutefois, afin que la recherche universitaire demeure ancrée dans la pratique, Peter Warrian veille à ce que des praticiens des domaines concernés soient présents dans l'assistance.

Dans l'optique de rendre ces données encore plus accessibles, le site Internet du CPHS publie les travaux des boursiers de la Lupina Foundation. La collection, intitulée *Lupina Working Paper Series*, offre un aperçu des travaux réalisés par les boursiers anciens et actuels. Un compte-rendu de la recherche de Weizhen Dong à Shanghai y est également affiché. Un autre rapport porte sur l'accès aux soins à domicile selon la situation financière. Un troisième évalue les effets sur la santé des travailleurs des changements dans leurs milieux professionnels découlant de l'informatisation, de la mondialisation de l'économie et de l'objectif de production flexible, ainsi que leurs implications sur les politiques gouvernementales. Un document de réflexion relie la recherche historique à l'éthique, pressant la société de considérer les leçons du passé lorsqu'elle se trouve confrontée à un dilemme éthique tel que celui des techniques de reproduction. Ces rapports témoignent non seulement des diverses manières de traiter des facteurs sociaux de la santé, mais aussi de l'incidence que peuvent avoir ces nouvelles connaissances sur la société.

**L**a Lupina Foundation demeure très active auprès du CPHS. « Ce ne sont pas des donateurs qui craignent de s’engager », précise le Dr Stein. Ils « se donnent du mal pour faciliter les rencontres sociales, le partage des connaissances et l’échange d’information parmi les jeunes chercheurs. » Par exemple, à tous les ans, ils organisent une réception à laquelle sont invités tous les boursiers. « Être trop engagé peut devenir problématique, mais ce n’est pas leur cas. Ils cherchent plutôt à créer des occasions d’échange et à générer des idées. »

« **N**ous apprécions vivement chacune de nos rencontres avec les jeunes chercheurs, que ce soit lors des séminaires ou autour d’une table », relève Margret Hovanec. « Observer des étudiants de disciplines qui se côtoient rarement coopérer et participer à des débats débordant d’enthousiasme et de vitalité est un grand plaisir pour les bailleurs de fonds. »

**P**eter Warrian apprécie son nouveau rôle de mécène. Au début des années 1990, il était économiste en chef au gouvernement de l’Ontario. « Comparé à la tâche de soutirer l’argent des contribuables par le système fiscal le matin pour le redistribuer en après-midi, je préfère de loin jouer à la bourse le matin et réinvestir mes gains dans l’après-midi », lance-t-il à la blague.

**S**elon le Dr Stein, si les fondateurs parviennent à concilier leur désir de s’engager et la nécessité de maintenir une saine distance, c’est qu’ils comprennent les liens complexes qui se tissent entre la recherche et la politique.

Ils apportent des suggestions qui sont « en harmonie avec l’orientation du programme » et, par ailleurs, « ils respectent scrupuleusement l’autonomie et l’indépendance de l’université » et en saisissent les limites. « Ce sont des partenaires au meilleur sens du terme. Travailler avec eux est un véritable cadeau. »

**Pour plus d’information, visitez le site Internet de la Fondation : [www.lupina.ca](http://www.lupina.ca)**



# La musique highlife du Ghana : Préserver le patrimoine culturel mondial

- Subventionneur :** Fondation Daniel Langlois pour l'art, la science et la technologie
- Bénéficiaire :** Gramophone Records Museum & Research Centre of Ghana
- Sommaire :** Préserver les enregistrements musicaux et la culture pop highlife du Ghana.



Le pionnier des nouveaux médias Daniel Langlois de Montréal a créé une fondation privée qui est le prolongement de ses passions – pour le talent artistique, la technologie, l'éducation et l'écologie. Le collectionneur de disques Kwame Sarpong du Ghana, un officier de la marine devenu fonctionnaire, a créé un OSBL privé qui est l'aboutissement de sa passion – pour la musique highlife, condamnée à l'oubli dans son pays.

Les deux hommes ne se sont jamais rencontrés, ni même parlé. Mais le souffle créateur de l'un donne vie aux rêves de l'autre. En septembre 2002, grâce à l'appui de la Fondation Daniel Langlois pour l'art, la science et la technologie, le Gramophone Records Museum & Research Centre of Ghana franchissait le monde virtuel, et la culture highlife de Kwame Sarpong héritait d'un abri high-tech. Naturellement, rien de tout cela n'aurait vu le jour sans une bonne dose de hasard, ni sans la confiance et le pragmatisme d'intermédiaires dévoués.

Dès le début, en 1997, Daniel Langlois et son directeur général, Jean Gagnon, ont décidé de se faire citoyens du monde, et non uniquement du Canada (ou du Québec). Ce dernier explique : « La première fois que je me suis assis avec Daniel Langlois pour discuter de la possibilité de me joindre à la Fondation, après dix ans de service au Musée des beaux-arts et au Conseil des Arts du Canada, il a dit qu'il serait ridicule d'œuvrer dans le domaine des nouvelles technologies des communications en



se restreignant sur le plan géographique. Nous voulions faire notre modeste part pour élargir les avenues culturelles qu'ouvraient ces technologies. »

Ils ont ciblé en priorité certaines « régions en émergence » en accord avec une démarche qui se voulait proactive mais non exclusive, car la Fondation reçoit des demandes qui parviennent de tous les coins du globe. « En terme de sélection, nous n'insistons pas sur nos priorités. Une fois les demandes présentées aux comités, elles sont mises sur la table et comparées avec d'autres selon leurs propres mérites. » Le projet du Ghana a eu une concurrence féroce et stimulante.

Le Ghana est un pays ouest-africain modérément prospère dont la superficie n'atteint pas les deux tiers de celle de Terre-Neuve, pour une population dépassant les deux tiers de celle du Canada. La vie y est infiniment complexe du fait que les Ghanéens parlent 72 langues, selon le recensement de 1997. Heureusement, le langage universel de la musique y joue un rôle essentiel, difficile à imaginer dans les pays occidentaux. Comme l'a fait observer le musicologue africain J.H. Kwabena Nketia, « Un village privé d'une vie musicale organisée ou qui néglige la pratique communautaire du chant, du tambour ou de la danse est réputé mort. »

Le highlife, électrisant cocktail d'influences musicales devant précéder par plus d'un demi-siècle les fusions du « world-beat », est devenu l'essence du Ghana des années 1920 aux années 1970, « comme le reggae en Jamaïque et le calypso à Trinité-et-Tobago », compare Kwame Sarpong. La dispersion des talents ghanéens dans les années 1970 a étendu l'influence du

highlife sur la musique occidentale depuis Londres, alors que son intégrité et sa vitalité originales perdaient du terrain dans son propre pays.

Kwame Sarpong a commencé à collectionner les disques highlife dans les années 1970, alors que certains exemplaires étaient encore neufs. Dix ans plus tard, il sillonnait le pays à la recherche de disques plus anciens et d'artistes moins connus. Plus il systématisait sa collection, plus ses lacunes le frustraient. « J'ai pris conscience que cette musique était condamnée à mourir à petit feu et que le besoin de préserver ce riche patrimoine musical devenait une nécessité. » Au début des années 1990, il a embauché 20 personnes de toutes les régions du pays pour se livrer à une « collecte massive » de 6000 disques supplémentaires. En 1994, année où il établissait officiellement le Gramophone Records Museum and Research Centre, sa collection était sans aucun doute la plus imposante au monde : quelques vinyles 45 tours, mais surtout des laques 78 tours où figurent plus de 700 groupes et artistes ghanéens. Toutefois, même lorsqu'il trouva où loger le musée sous le toit du Centre for National Culture, dans la ville équatoriale de Cape Coast – trois pièces minuscules avec tables et classeurs, sans air climatisé ni outils de communication que la plus modeste entreprise occidentale prendrait pour acquis – il devait payer de sa poche les coûts d'exposition de sa collection sans avoir les moyens de le faire dans les règles de l'art.



Il n'en resta pas moins philosophe. « Depuis le début, il y avait des forces à l'œuvre pour empêcher le financement des nobles visées du musée. Alors que la plupart des pays occidentaux consacrent une part de leurs ressources financières à la préservation de leur passé, le Ghana, comme d'autres pays du Tiers-Monde, n'est pas encore parvenu à nourrir sa population actuelle. » Mais Kwame Sarpong restait convaincu que la lumière brillerait au bout du tunnel, et il semblait en effet que le ciel s'éclaircissait à son passage aux États-Unis et au Canada, en 2000, où il a fait la rencontre de Carmelle Bégin, ethnomusicologue au Musée canadien des civilisations. À sa venue au Ghana, celle-ci a profité d'une tournée pour visiter le musée, vu les possibilités qu'il offrait et accepté de faire partie du comité international de consultation en cours de formation.

Par son entremise, le musée a été présenté à la Fondation Daniel Langlois. Kwame Sarpong a rédigé une demande de subvention, qui comptait parmi les 202 propositions acceptées en juillet 2002 par la Fondation. Après le tri interne, la demande a été soumise avec 102 autres projets au jury international de la Fondation, pour aboutir au nombre des 18 projets financés, « le seul en provenance de l'Afrique. »

Dominique Fontaine, agente de programmes à la Fondation, s'est rendue au Ghana en décembre 2002 pour planifier le lancement. De retour au pays, elle se plongeait dans les préparatifs. « C'était très intense. Nous avons une longue liste d'équipement spécialisé à acheter auprès de compagnies situées à Ottawa et dans plusieurs villes américaines afin de nettoyer et de numériser le son des vieux disques – sans oublier les œuvres artistiques apparaissant sur les vieilles étiquettes, enveloppes protectrices et pochettes qui comptent parmi les plus belles

représentations visuelles ayant survécu à l'âge d'or de cette culture populaire. L'expédition de cet équipement de précision représentait à lui seul un énorme travail de logistique pour qu'il parvienne intact aux heures convenues afin d'être transporté sans encombre au musée, à trois heures de camion de l'aéroport d'Accra. Sur place, Gilles St-Laurent, conservateur des enregistrements sonores à la Bibliothèque nationale du Canada, se chargeait de l'installation du matériel et de la formation de Kwame Sarpong, d'étudiants stagiaires et d'un technicien ghanéens. C'est la première fois que la Fondation s'engageait de cette manière. La tension était forte et il fallait une confiance à toute épreuve, mais les choses ont été faites correctement et le projet a le vent dans les voiles. »

« Lorsque le projet sera terminé, il sera accessible dans le monde entier. Le musée nous fera parvenir sur CD les archives sonores, les images et la base de données qui servira à gérer la collection : biographies de musiciens, discographies et droits d'auteurs. Le site Internet que nous construisons et chargeons à partir de nos serveurs contiendra tout ce que les droits d'auteurs nous permettent d'obtenir, et des échantillons du reste. Si nous hébergeons le site, c'est en raison de l'instabilité des connexions qui est courante là-bas, et aussi parce que nos systèmes informatiques offrent une protection supérieure. »



« Je crois que le jury a vraiment aimé ce projet parce que la demande était bien rédigée, qu'elle comportait des objectifs clairement structurés, un historique bien documenté, un budget détaillé et des données précises sur la population. Le projet ciblait une région prioritaire, engageait une université, avait de l'ambition et comportait une dimension publique – le patrimoine culturel mondial – et parce que les bons résultats peuvent ouvrir des possibilités extraordinaires. »

## C'est un lieu d'où partent de nouvelles idées, nouvelles façons de voir et nouvelles manières de combiner l'art, la science et la technologie.

Jean Gagnon élabore : « Au Ghana, le ministère de la Culture ne s'est jamais vraiment intéressé à ce petit musée. Ayant appris qu'une fondation privée du Canada était prête à y investir 51 000 \$ – pas une somme fantastique, mais significative – il y a regardé de plus près. Surtout au Tiers-Monde, nous avons le pouvoir de faire bouger les choses en ouvrant la voie qui permettra à ces organismes d'aller frapper à d'autres portes, dans leur propre pays et ailleurs aussi. Et nous espérons qu'un jour, d'autres se joindront à nous ou décideront de faire des choses semblables. »

« J'ai travaillé pour des musées, des OSBL, des organismes sans le sou et des projets indépendants », souligne Dominique Fontaine. « La Fondation encourage tous ces intérêts. Et elle est d'avant-garde. C'est un lieu d'où partent de nouvelles idées, nouvelles façons de voir et nouvelles manières de combiner l'art, la science et la technologie. C'est pourquoi j'adore travailler ici. La Fondation prend des risques! »

« Notre manière de voir les choses à la Fondation Daniel Langlois est significative en soi. Les grandes fondations sont plus enclines à appuyer la culture d'envergure et le manifestent, le plus souvent, par un chèque envoyé à un OSBL sans condition. Notre approche est plus près de la base, plus locale et plus risquée, parfois très controversée », conclut Jean Gagnon. N'empêche que le résultat peut s'avérer extrêmement enrichissant pour toutes les parties engagées.

**Pour plus d'information, visitez le site Internet de la Fondation :**  
[www.fondation-langlois.org](http://www.fondation-langlois.org)

# Sustainability Network :

## De l'incubation à l'indépendance

**Subventionneur :** Laidlaw Foundation  
**Bénéficiaire :** Sustainability Network  
**Sommaire :** Renforcer la capacité des OSBL à vocation écologique.

Les OSBL ont de bien meilleures chances d'obtenir des fonds pour réaliser des projets que pour renforcer leurs capacités organisationnelles. En effet, les fonds consacrés à la formation et au perfectionnement des cadres sont « plus difficiles à obtenir », admet Nathan Gilbert, directeur général de la Laidlaw Foundation de Toronto. Pourtant, la Fondation est allée bien plus loin en 1997 lorsqu'elle a financé le Sustainability Network, un réseau qui vise à renforcer les capacités des OSBL œuvrant dans le secteur de l'environnement en Ontario.

Depuis ses débuts, en 1949, la Laidlaw Foundation subventionne des projets à vocation écologique dans l'intérêt de préserver l'environnement pour les générations futures.

En 1987, la Fondation s'est penchée sur les moyens de préserver l'écosystème du bassin des Grands Lacs. Trois ans plus tard, elle donnait naissance à son premier programme ciblé en environnement : le Great Lakes Conservation Fund. En 1992, la Fondation a sollicité l'aide de Sarah Rang, consultante dans les questions écologiques, pour mener une étude des besoins et des priorités auprès d'intervenants du domaine. « Le rapport apportait beaucoup de bonnes idées, mais qui se dispersaient dans toutes les directions », se rappelle Nathan Gilbert.

Les consultations ont toutefois permis de préciser la voie à suivre et de formuler plusieurs recommandations, dont la plus importante concernait la nécessité d'embaucher un professionnel à temps partiel pour coordonner le programme. Bruce Lourie a été désigné pour gérer le programme de la Fondation entre 1992 et 2002. Par ailleurs, le rapport incitait la Fondation à réfléchir aux moyens de répondre aux besoins des ONG à vocation écologique au chapitre du développement organisationnel et du renforcement de leurs capacités de gestion, d'administration, de financement, de collecte de fonds et de communications. Le rapport préconisait le financement d'un centre qui serait responsable d'offrir ce soutien et d'enseigner ces compétences si recherchées. De cette réflexion est né le Sustainability Network.

Comparativement à d'autres secteurs dont plusieurs sont établis de plus longue date – services sociaux, éducation et santé – celui de l'environnement semble jeune et immature. Le mouvement date des années 1960 et regroupe une multitude d'organismes locaux, disparates, souvent petits, voués à un vaste éventail de causes. Règle générale, les écologistes passent leur énergie et leurs maigres ressources dans des causes pratiques orientées vers le changement social pour un monde durable. L'efficacité organisationnelle n'est pas toujours perçue comme une priorité.

Les projets à vocation écologique attirent surtout les jeunes : nouveaux diplômés en biologie, en sciences politiques ou en études de l'environnement. « Ils commencent comme bénévoles, deviennent chercheurs, puis gestionnaires et, un beau jour, ils accèdent au poste de directeur avec dix employés et un million de dollars à gérer », ironise Paul Bubelis, directeur général du réseau. « Et ils n'ont jamais suivi de cours de gestion. » Si le secteur environnemental visait à prospérer à plus long terme, il devait devenir plus efficace et plus efficient et renforcer ses capacités.

**La décision de faire naître un projet qui profiterait un jour à l'ensemble du secteur environnemental et à d'autres fondations qui appuient les ONG à vocation écologique représentait une avenue stratégique.**

En 1997, la Laidlaw Foundation a versé 30 000 \$ en fonds de démarrage pour la création d'un organisme qui aurait pour mandat de renforcer les capacités des OSBL à vocation écologique. La Fondation entrevoyait les possibilités exceptionnelles qu'offrait une telle initiative. Dans bien des cas, les nouvelles demandes de financement acheminées aux fondations concernent des projets conçus à l'extérieur, mais pas cette fois. L'idée de mettre sur pied un organisme nouveau provenait de la Fondation elle-même. La décision de faire naître un projet qui profiterait un jour à l'ensemble du secteur environnemental et à d'autres fondations qui appuient les ONG à vocation écologique représentait une avenue stratégique.

La Fondation a effectué la mise de fonds initiale pour mettre le réseau sur pied, prêté ses propres locaux, offert un soutien administratif et chapeauté le conseil d'administration. « Tout s'est très bien déroulé », se réjouit Bruce Lourie. « C'était une excellente idée arrivée à point nommé. »

L'appui et l'investissement initial de la Fondation ont permis au Sustainability Network de démarrer très rapidement et lui ont conféré une crédibilité immédiate. Bruce Lourie applaudit la Fondation « d'avoir su prendre des risques ». La Fondation était déjà une figure connue dans le monde de l'environnement; elle avait la réputation d'être rigoureuse, juste et respectueuse.



La crédibilité associée à la contribution de la Fondation a attiré d'autres bailleurs de fonds.

**P**aul Bubelis et Bruce Lourie ont mis à profit leurs propres pratiques exemplaires pour concevoir les activités du réseau. Eux-mêmes issus d'organismes communautaires à vocation écologique, ils étaient bien placés pour mouler leur programme aux attentes des groupes du secteur, à savoir des activités simples, à petite échelle, abordables et accessibles, dont pourraient bénéficier tous ceux qui en feraient la demande. « Nous voulions créer des activités qui interpelleraient tous les groupes œuvrant dans le domaine de l'environnement », se rappelle Bruce Lourie.

**L**es activités du réseau visent l'enseignement de compétences en marketing, communications, collecte de fonds et gestion essentielles à la survie des groupes à vocation écologique. Depuis 1998, le réseau a organisé plusieurs événements spéciaux et offert des dizaines d'ateliers de formation d'une journée ou d'une demi-journée. Pour la somme de 10 \$, les groupes sont invités à participer à des déjeuners-causeries animés par des conférenciers du domaine à tous les trois mois. La participation est telle que le réseau doit réserver les salles jusqu'à midi pour permettre à tous les invités de prendre part aux échanges. « La grande popularité de ces causeries est une agréable surprise pour nous », admet Bruce Lourie.

**L**e Sustainability Network embauche des conférenciers et des animateurs chevronnés qui, très souvent, abaissent leurs honoraires lorsqu'ils travaillent pour le réseau. Ainsi, les participants bénéficient d'un haut niveau d'expérience et d'expertise

professionnelle que peu d'entre eux pourraient s'offrir autrement. Des bourses permettent aux groupes des régions éloignées de se déplacer afin de suivre la formation.

**P**ar ailleurs, des fonds provenant de sources multiples ont permis d'offrir des programmes exceptionnels. À titre d'exemple, le réseau offre des bourses et des subventions aux responsables ontariens du secteur de l'environnement désireux de recevoir une formation en gestion et de relever de nouveaux défis. Il embauche des consultants qui viennent en aide à des groupes aux prises avec des difficultés de gestion, assumant 90 % des coûts. Il s'est associé à *GreenAbility* pour offrir en ligne des cours sur la collecte de fonds. Un centre d'information, un site Internet et un bulletin électronique distribué par courriel à près de 4000 adresses complètent les services du réseau. Ainsi, l'organisme est en mesure de faire connaître ses activités, ses ressources sur le renforcement des capacités, ses projets spéciaux et ses programmes de financement.

**A**u départ, l'initiative se limitait à l'Ontario mais le réseau a toujours manifesté l'intérêt d'œuvrer à l'échelle nationale. En 2001-2002, des ateliers de formation ont été offerts gratuitement dans les Territoires du Nord-Ouest et à Whitehorse, et le réseau recherche des fonds supplémentaires pour poursuivre ces initiatives. Depuis 2002, il travaille





avec des groupes de la Saskatchewan et du Manitoba pour lancer des programmes de renforcement des capacités dans ces provinces. Le réseau gagne du terrain. Il serait difficile d'être réellement actif partout au Canada, mais « par des alliances, nous étendrons notre zone d'influence hors de l'Ontario », prévoit Paul Bubelis. « Région par région, nous prenons de l'ampleur et nous nous faisons connaître partout au pays. »

**P**ar définition, les fonds de démarrage ne durent pas éternellement. Dès le début, il était convenu que le réseau générerait d'autres sources de financement et deviendrait indépendant de la Laidlaw Foundation. Grâce à l'appui de la Fondation, le réseau s'est rapidement taillé une place auprès des autres subventionneurs, publics et privés, et parvient à renouveler ses fonds.

**E**n avril 2003, le Sustainability Network est devenu un organisme indépendant – reconnu au fédéral comme un organisme de bienfaisance doté d'un conseil d'administration et de ses propres bureaux. La contribution de la Fondation a rapporté bien davantage que la modeste somme investie au départ. « Depuis le début, nous avons consacré environ 1,8 million \$ au renforcement des capacités dans le secteur [environnemental]. Les subventions de la Fondation totalisent 115 000 \$ ou six pour cent environ », note Paul Bubelis. Selon lui, l'appui de la Fondation en période d'incubation est un exemple à suivre.

**Il y a cinq ans, le renforcement des capacités n'était pas considéré comme une priorité chez les bailleurs de fonds. Aujourd'hui, certains y voient un secteur d'activité stratégique.**

Pour beaucoup d'organismes, les premières années sont sacrifiées à l'impératif de survie qui leur impose de sauter d'un projet à l'autre. La philanthropie stratégique pratiquée par la Laidlaw Foundation a permis au réseau de prospérer au tout début.

**L**a Laidlaw Foundation a repéré une idée novatrice et a fourni l'appui et l'encouragement voulus pour qu'elle se concrétise. « Il y a cinq ans, le renforcement des capacités n'était pas considéré comme une priorité chez les bailleurs de fonds. Aujourd'hui, certains y voient un secteur d'activité stratégique. La Laidlaw Foundation et le Sustainability Network ont le mérite de l'avoir reconnu à l'avance », souligne Paul Bubelis.

**N**athan Gilbert conçoit le réseau comme « l'un des projets qui symbolisent le mieux l'engagement de la Fondation. Il n'y a pas à en douter. Le réseau est devenu un organisme modèle en matière de services de gestion parmi les siens, et un exemple à suivre par d'autres secteurs. »

**Pour plus d'information, visitez le site Internet de la Fondation :**  
[www.laidlawfdn.org](http://www.laidlawfdn.org)



# Médecines parallèles :

## Étude d'un médicament à base de plantes pour guérir le cancer

- Subventionneur :** Lotte and John Hecht Memorial Foundation
- Bénéficiaire :** BC Cancer Agency
- Sommaire :** Financer la recherche sur un médicament non-traditionnel à base de plantes pour le traitement préventif du cancer du poumon.

Six plantes mystérieuses utilisées en Chine depuis des siècles pourraient représenter la prochaine percée majeure dans le traitement préventif du cancer du poumon, grâce à un audacieux programme de financement initié par la Hecht Foundation, une petite fondation de Vancouver, qui a permis d'amorcer cette importante recherche.

Le cancer du poumon est la principale cause de décès par cancer autant chez les hommes que chez les femmes. Même si l'on considère que cette maladie peut être évitée en grande partie – 90 pour cent des personnes atteintes fument ou ont fumé – jusqu'à présent, la plupart des traitements administrés se sont révélés trop toxiques ou inefficaces.

La nécessité de découvrir de nouvelles formes de traitement est d'autant plus pressante que, selon des statistiques récentes de la Société canadienne du cancer, le pourcentage des femmes atteintes d'un cancer du poumon a fait un bond alarmant de 46 % depuis 15 ans.

Le passage à l'Occident d'une mystérieuse cure chinoise à base de plantes a débuté en 1996, lorsque le Dr Wah Jun Tze, endocrinologue pédiatrique de renommée mondiale ayant étudié à Harvard et vivant à Vancouver, a découvert l'existence de ce médicament (surnommé ZSP), à l'occasion d'une conférence médicale tenue à Beijing, dans son pays natal.

Ce cocktail végétal, amalgame de six plantes, est employé depuis plusieurs siècles en médecine traditionnelle chinoise pour prévenir les maladies. Son utilisation pour traiter le cancer ne remonte toutefois qu'à 26 ans, depuis que la Chinese Academy of Medical Sciences en a prouvé l'efficacité contre le cancer de l'œsophage.

Intrigué par cette nouvelle, le Dr Tze a postulé que le traitement pourrait s'avérer tout aussi bénéfique pour éliminer les lésions précancéreuses dans le poumon. La perspective de découvrir un remède si vital a incité le Dr Tze à créer une compagnie, Global Cancer Strategies, et à faire breveter

le médicament sous le nom d'ACAPHA (acronyme pour Anti-Cancer Preventative Health Agent). Mais il fallait d'abord mener une étude préliminaire en vue de confirmer la précision des données chinoises et d'établir l'efficacité de ces plantes dans les poumons.

**P**endant ce temps, le Dr Stephen Lam, spécialiste des tumeurs pulmonaires à la BC Cancer Agency et professeur à la faculté de médecine de l'Université de la Colombie-Britannique, s'armait d'un bronchoscope à lumière fluorescente et non blanche devant faciliter la détection des tissus précancéreux dans les poumons. Résultat : le taux de détection s'améliorait de 171%. Ces données impressionnantes ont attiré l'attention du Dr Tze, qui a sollicité la collaboration du Dr Lam pour réaliser l'étude préliminaire sous les auspices de la B.C. Cancer Agency.

**L**es médecins savaient qu'il ne serait guère facile d'obtenir des fonds pour cette étude. Le Dr Lam explique : « Les essais cliniques de médicaments à base de plantes sont rarement financés par le gouvernement ou le secteur public parce que nous avons l'habitude, en Occident, de recourir à des médicaments pharmaceutiques qui ne contiennent en général qu'un composé isolé, ce qui permet une étude pharmacocinétique claire du mode d'absorption et d'élimination par le corps humain. En revanche, les médicaments à base de plantes comptent de multiples ingrédients; il est alors très difficile d'identifier l'ingrédient actif. En médecine traditionnelle chinoise, on se soucie peu d'isoler l'ingrédient actif. On croit que l'efficacité d'un médicament résulte plutôt de l'action synergétique de plusieurs ingrédients œuvrant de concert que de l'effet d'un seul composé. »

**L**e financement de la recherche sur les médicaments non-traditionnels à base de plantes pose d'autres difficultés liées au procédé de « contrôle par les pairs » exigé par la plupart des subventionneurs conventionnels. Or il est souvent difficile, explique le Dr Lam, de trouver des praticiens qui ont l'expérience de médicaments à base de plantes et peuvent ainsi être qualifiés de « pairs ». C'est pourquoi la majorité des projets de recherche non traditionnels se heurtent au refus des bailleurs de fonds qui préfèrent financer des domaines qui leur sont familiers.

**H**eureusement, quelques années plus tôt, le Dr Tze avait fait la rencontre d'Angela Webster, directrice générale de la Lotte and John Hecht Memorial Foundation. Il savait que cette fondation apportait son soutien à ce genre de recherche, surtout lorsqu'elle s'appliquait aux formes parallèles de traitement du cancer. Les deux causes concordait parfaitement.

**L**otte et John Hecht sont venus au Canada de l'Allemagne et de l'Autriche avant la Deuxième Guerre Mondiale. Ils ont bâti leur fortune grâce à l'exploitation d'une scierie et à des investissements dans l'immobilier. En 1962, le couple a créé la 1945 Foundation avec les profits de la vente des actions de l'une de leurs compagnies, afin de se consacrer à l'éducation économique et de venir en aide aux personnes démunies.



**P**ar la suite, la Fondation a orienté ses activités vers le soutien à la recherche sur les médecines complémentaires et parallèles, plus particulièrement celles qui concernent le traitement du cancer, lorsque Lotte a découvert, dans les années 1970, qu'elle était atteinte de cette maladie. Les traitements classiques administrés au début s'étant révélés impuissants à faire reculer la maladie, le couple s'est alors tourné vers d'autres formes de traitements.

**I**ls ont tôt fait de comprendre qu'aucune ressource professionnelle n'était en mesure de les aider à évaluer la pléthore de traitements parallèles proposés sur le marché comme panacées, dont beaucoup ne s'appuyaient sur aucune analyse sérieuse confirmant leurs propriétés curatives. Ensemble, ils ont convenu que ce domaine avait désespérément besoin de financement.

**A**u milieu des années 1990, après le décès des deux fondateurs, la 1945 Foundation a été renommée Lotte and John Hecht Memorial Foundation. En général, la Fondation appuie des projets menés en Colombie-Britannique. Toutefois, lorsque la recherche présente suffisamment d'intérêt, elle finance des projets ailleurs au Canada et aux États-Unis. Les bénéficiaires sont sélectionnés d'après le degré de complémentarité de leurs recherches. Plus précisément, indique Angela Webster, « nous recherchons des projets peu susceptibles d'être financés par l'Institut de recherche en santé du Canada ou d'autres subventionneurs conventionnels parce qu'ils ne cadrent pas avec leur mandat ou simplement parce qu'ils sont trop risqués. »

**L**e montant de l'aide accordée par la Fondation est flexible, sans plafond fixe. C'est la crédibilité du demandeur qui penche dans la balance. Dans le cas de l'ACAPHA, Angela Webster

confirme que l'excellente réputation du Dr Tze au Canada et en Chine, ainsi que sa conception de la médecine, ont motivé le comité d'étude à faire ce saut sans précédent dans l'inconnu.

« **J**e crois que personne n'aurait financé ce projet si nous ne l'avions fait. Nous avons pris un véritable risque, sans étude scientifique de base, ni abondance de données sur l'ACAPHA, mais l'avantage de travailler avec une équipe aussi crédible l'a emporté. C'est le principal atout des fondations privées, de jouir d'une plus grande souplesse », reconnaît Angela Webster.

**L**e Dr Lam renchérit, « L'accès aux subventions d'organismes privés ou philanthropiques est crucial pour le financement de la recherche médicale car il est extrêmement difficile de convaincre les subventionneurs conventionnels de consacrer des fonds à l'essai clinique de médicaments à base de plantes. Il permet de combler les lacunes dans l'appui à ce que je considère comme une recherche de pointe, alors que les autres bailleurs de fonds ne comprennent pas toujours la signification de ce genre d'étude. »

**C'est le principal atout des fondations privées, de jouir d'une plus grande souplesse.**



## Ce que le conseil d'administration de la Hecht Foundation a trouvé de plus gratifiant dans le financement de ce projet est d'avoir pris un risque qui a rapporté bien plus que nous l'aurions espéré.

**S**elon lui, les délais imposés par les subventionneurs conventionnels pour traiter les demandes d'aide financière sont beaucoup plus longs, leurs exigences plus strictes en terme de rapports, et leurs modalités plus contraignantes au chapitre de la propriété intellectuelle de telles découvertes.

**E**n mars 1997, à peine six semaines après que le Dr Tze ait présenté sa demande, le conseil de la Hecht Foundation approuvait le versement de près de 90 000 \$ pour importer l'ACAPHA de Chine et entreprendre l'étude préliminaire. En 1998, tout était en place pour l'étude. Vingt grands fumeurs et anciens fumeurs présentant une dysplasie ou des lésions bronchiques précancéreuses ont reçu des comprimés d'ACAPHA deux fois par jour pendant six mois. Au terme des essais cliniques, l'examen des bronches par imagerie fluorescente a révélé que la dysplasie avait complètement disparu chez 80 % des sujets.

**C**es résultats étonnants ont attiré l'attention du U.S. National Cancer Institute, qui s'efforçait vainement de découvrir un agent de prévention du cancer du poumon depuis plus de trente ans. À l'automne 2002, l'Institut a offert aux chercheurs canadiens une subvention de 4 millions \$ US pour procéder à un essai clinique de l'ACAPHA sur 3500 volontaires, pendant cinq ans.

« **C'**est un événement marquant », déclare le Dr Lam. « Il s'agit de la première étude scientifique nord-américaine consacrée à l'essai d'un médicament complexe à base de plantes pour prévenir le cancer. Si l'étude fonctionne comme prévu, elle pourrait apporter une contribution majeure à la prévention du cancer du poumon et à nos modes de normalisation de composés d'origine végétale pour les essais cliniques à venir. »

**E**ncouragée par le succès de l'étude préliminaire de l'ACAPHA, la Hecht Foundation examine actuellement la possibilité de créer un programme de financement conjoint afin d'appuyer les travaux du Dr Lam sur d'autres applications éventuelles du médicament dans le traitement des cancers du cerveau, du côlon, de la bouche, de l'œsophage, du sein et de la prostate.

« **C**e que le conseil d'administration de la Hecht Foundation a trouvé de plus gratifiant dans le financement de ce projet est d'avoir pris un risque qui a rapporté bien plus que nous l'aurions espéré », explique Angela Webster. « Nous avons profité d'une rare occasion de jouer un rôle de catalyseur pour attirer d'autres fonds en appui à la recherche sur l'ACAPHA et d'aider à améliorer le taux de survie des personnes atteintes d'un cancer très mortel. »

**Pour plus d'information, visitez le site Internet de la Fondation : [www.hecht.org](http://www.hecht.org)**

# Akitsiraq Law School :

## Concrétiser les rêves des communautés nordiques

**Subventionneur :** Walter and Duncan Gordon Foundation

**Bénéficiaire :** Akitsiraq Law School

**Sommaire :** Appuyer le volet culturel du programme de droit qui comprend l'apprentissage linguistique, la traduction simultanée des cours et la participation d'un aîné-résident.



**N**on loin de Cape Dorset dans le territoire nordique du Nunavut, un cercle de pierres marque l'enceinte où s'exerçait la justice ancestrale inuite, le lieu où étaient jugés ceux qui avaient commis un crime. Dans la langue du peuple inuit, le mot Akitsiraq symbolise ce lieu de justice. C'est le nom choisi avec justesse pour la nouvelle école de droit, ouverte en 2001. Grâce à une subvention de la Walter and Duncan Gordon Foundation de Toronto, l'école offre un volet novateur qui enracine le programme dans la langue et la culture traditionnelles inuites.

**L**e Nunavut est le plus récent territoire autogéré du Canada. Il a été établi en 1999 en conformité avec les dispositions du règlement sur les revendications foncières conclu entre les Inuits et le gouvernement canadien. Le Nunavut abrite près de 29 000 habitants dont 85 % sont des Inuits. Le gouvernement du Nunavut, selon James Stauch, chargé de programmes à la Gordon Foundation, « fonctionne à peu près à la manière d'un gouvernement autochtone autonome. » Il n'y a pas de parti politique et les décisions se prennent par consensus. « C'est très démocratique mais, par contre, très complexe et pavé d'enjeux particuliers dont il faut tenir compte. »

**D**ans tout le Nunavut, il n'y a qu'un seul avocat inuit, Paul Okalik, qui est également Premier ministre du territoire. Les autres avocats sont des Blancs venus du Sud, et aucun des trois juges en

fonction au Nunavut ne parle l'inuktitut. Or l'inuktitut est la langue maternelle chez plus de 70 % des Inuits, dont beaucoup ne parlent ni le français, ni l'anglais. L'absence d'avocats et de juges parlant la langue traditionnelle est très préoccupante. L'accord de 1993 sur les revendications territoriales entre le gouvernement fédéral et les Inuits stipule pourtant que le savoir ancestral doit guider tous les aspects du gouvernement et de l'administration du nouveau territoire. Le gouvernement du Nunavut désire créer son propre cadre juridique inspiré de la tradition inuite, mais au fil des ans, de moins en moins d'aînés se rappellent le savoir et les pratiques d'antan. Et il n'est pas question de faire venir des spécialistes du Sud. Le gouvernement n'a d'autre choix que de s'entourer d'Inuits formés en droit qui comprennent la culture et les traditions ancestrales.

L'idée d'une école de droit au Nord circulait dans les milieux juridiques depuis plus de dix ans. Pour les jeunes du Nord, il est extrêmement coûteux de fréquenter les écoles de droit du Sud, sans compter les énormes difficultés que pose leur éloignement, notamment parce qu'ils sont très attachés à leur famille et à leur communauté. Pour la majorité, étudier au Sud n'est pas une option réaliste.

Suivant cette logique, le rêve était de « faire venir la montagne à Mahomet – faire venir l'école de droit au Nord »,

**Si les résidents du Nord participent au processus politique, la santé de leurs communautés s'améliorera et d'autres changements surviendront avec le temps.**

explique Shelley Wright, coordonnatrice du programme de l'école Akitsiraq. Le doyen de la faculté de droit de l'Université de Victoria, que l'idée intéressait, s'est alors proposé d'aider le gouvernement du Nunavut à concrétiser ce rêve en établissant dans le territoire une école de droit que l'on appellerait Akitsiraq, symbole du lieu de justice ancestrale inuite. La Gordon Foundation représentait un partenaire de taille dans ce projet.

La subvention accordée dans le cadre de cette initiative s'inscrit dans l'orientation future de la Gordon Foundation, qui considère le Nord canadien comme une priorité majeure. En effet, celle-ci s'est donné la mission d'encourager les résidents des régions nordiques à jouer un rôle dans la détermination des politiques gouvernementales devant façonner leur existence, et de les y préparer. En augmentant le nombre d'avocats inuits au Nunavut, on s'assurait que les intérêts de la population seraient pris en compte dans l'élaboration des politiques et des lois territoriales. Les avocats formés à l'école Akitsiraq seront vraisemblablement appelés à travailler à divers paliers de l'administration publique et du processus législatif, que ce soit en pratique privée, au sein du gouvernement ou pour le compte d'associations inuites et d'autres organismes d'utilité publique. « Si les résidents du Nord participent au processus politique, la santé de leurs communautés s'améliorera et d'autres changements surviendront avec le temps », assure James Stauch.



**L**e gouvernement du Nunavut fournit la majeure partie du financement nécessaire à cette initiative échelonnée sur quatre ans. Les étudiants admis sont parrainés durant le programme afin de pouvoir se consacrer pleinement à leurs études. Ceux qui vivent loin d'Iqaluit reçoivent une aide du gouvernement destinée à couvrir les frais de déplacement lorsqu'ils rendent visite à leur famille, une fois par année. Les frais de séjour au Sud sont également défrayés dans le cadre de deux voyages d'études intensives offerts à l'Université d'Ottawa et à l'Université de Victoria. Plusieurs membres du corps enseignant de l'école Akitsiraq proviennent d'ailleurs de l'Université de Victoria, qui a participé à la conception du programme.

**A**u printemps 2001, l'école a reçu 106 demandes d'admission pour les 15 places disponibles. Le choix des candidats reposait sur plusieurs critères d'importance pour la réussite scolaire : logique et capacité de raisonnement, connaissance de l'anglais et de l'inuktitut, formation antérieure, habiletés courantes et compétences de travail, références et aptitude à comprendre et à exécuter le travail exigé. Ce processus compétitif adapté au contexte nordique a mené à la sélection de 15 étudiants qualifiés. Actuellement, les étudiants, qui ont entamé leur troisième année, ont complété environ la moitié du programme. Quatre des candidats choisis au départ ont quitté le programme l'an dernier et ont été remplacés par deux nouveaux, qui ont presque rattrapé le groupe. Onze des 13 étudiants inscrits sont des femmes, dont plusieurs ont des enfants que certaines élèvent seules. Tous les étudiants sont en bonne voie de réussir. « Selon les normes du Nunavut, cela tient du miracle. Le fait que 13 des 15 places offertes soient toujours comblées témoigne de la qualité des étudiants et du programme », se réjouit Shelley Wright.

**L**a Gordon Foundation finance ce qui est devenu le cœur et l'âme du programme : le volet d'enrichissement culturel. L'école représente « plus qu'un simple programme d'enseignement offert à Iqaluit », précise James Stauch. En effet, le volet culturel couvre le droit et la langue traditionnels, de même que des services bibliothécaires spécialisés qui donnent accès à des outils d'apprentissage complémentaires adaptés à la culture inuite. « Plus le programme sera moulé à la réalité culturelle du Nord, plus les étudiants auront la compétence voulue pour desservir le territoire et la clientèle de ces régions après leurs études », affirme Shelley Wright.

**L'**enseignement est dispensé en anglais et en inuktitut. Les coûts liés à l'apprentissage linguistique et à la traduction simultanée des cours, des présentations et des discussions sont assumés par la Fondation. Par ailleurs, il importe de traduire les textes de lois, bien que cela puisse parfois poser certaines difficultés. Par exemple, il n'existe pas de mot en inuktitut pour traduire des concepts tels que « culpabilité » ou « plainte ».

**L'**aide offerte par la Fondation permet en outre de défrayer la participation d'un aîné-résident, qui assiste à tous les cours avec les étudiants, participe aux discussions et enseigne le droit traditionnel. Les Inuits âgés ne sont pas tous considérés comme des « aînés », lesquels sont choisis et

reconnus à ce titre en raison de leur grande sagesse. Shelley Wright et James Stauch s'entendent sur l'importance de ce rôle. Selon ce dernier, « La présence d'un aîné en classe permet de jeter un pont entre le présent et le passé, de préciser comment les choses se passaient avant l'introduction des lois européennes. C'est primordial, si l'on tient à faire place aux connaissances et aux valeurs traditionnelles au sein d'un gouvernement inuit. »

**S**helley Wright affirme que le programme ne connaîtrait pas le même succès sans la contribution particulière de la Gordon Foundation au volet d'enrichissement culturel. « Les étudiants reçoivent une authentique formation en droit, adaptée au contexte du Nord, qui valorise les traditions et la culture inuites et leur enseigne la langue. C'est extrêmement important pour eux. Nous perdriions des étudiants s'il en était autrement. »

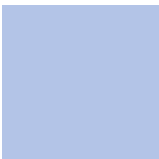
**D'**autre part, le soutien de la Fondation a permis d'organiser un atelier intensif sur les revendications territoriales auquel ont assisté les étudiants, les enseignants, des aînés de la communauté, le Premier ministre, des experts des questions territoriales, des membres de la communauté et des représentants de la Fondation. James Stauch, également présent à l'atelier, a été très impressionné par le calibre des étudiants. Il se dit « très confiant que le programme correspond aux normes des programmes offerts au Sud, et même qu'il les dépasse largement. »

**L**e programme exerce une énorme influence sur les 13 étudiants. Pour certains, devenir avocat est la consécration de leurs rêves. Pour d'autres, un rêve, parfois inavouable, qui demeurerait néanmoins hors de portée. L'incidence sur le Nunavut est encore plus déterminante. « Nous formons les futurs dirigeants du territoire », ajoute Shelley Wright. Elle est « prête à parier » qu'il se cache des « futurs premiers ministres, juges en chef, ministres et députés » parmi ses étudiants.

**L**a subvention de la Gordon Foundation représentait un investissement modeste qui aura toutefois « d'incalculables retombées en bout de ligne », prédit James Stauch. C'est la première fois qu'un programme d'enseignement professionnel complet est apporté au Nord. La formule pourrait facilement inspirer d'autres programmes de formation dans ces régions. Le volet culturel et traditionnel ajoute également à la particularité du programme. « L'octroi de subventions est un art autant qu'une science. Savoir saisir ces occasions lorsqu'elles se présentent fait aussi partie du jeu. »

**Pour plus d'information, visitez le site Internet de la Fondation :**  
[www.gordonfdn.org](http://www.gordonfdn.org)

**L'octroi de subventions est un art autant qu'une science. Savoir saisir ces occasions lorsqu'elles se présentent fait aussi partie du jeu.**



# Pour l'accès et l'équité : Vers l'inclusion des professionnels immigrants

**Subventionneur :** Maytree Foundation  
**Bénéficiaire :** Association of International Physicians and Surgeons of Ontario  
**Sommaire :** Promouvoir l'accès à l'emploi chez les médecins formés à l'étranger.


Des médecins et des chirurgiens de tous les coins du monde immigreront au Canada. L'un d'eux aura œuvré pendant vingt ans comme chirurgien à Beyrouth avant de s'installer au pays, il y a six ans. Un autre, obstétricien-gynécologue soudanais nouvellement diplômé, sera arrivé depuis à peine deux mois. Un troisième, venu la semaine dernière du Pakistan, comptera une longue expérience en médecine familiale. En quittant leur pays d'origine, plusieurs, sans le savoir, disaient adieu à la profession médicale.

Environ 3000 médecins qualifiés travaillent en dehors du système de santé en Ontario, comme conducteurs de taxis ou livreurs de pizzas. Devant la pénurie de médecins et un système

de santé qui bat de l'aile, cette réalité semble difficile, voire impossible à concevoir. La Maytree Foundation de Toronto le pensait également.

La Maytree Foundation compte de longues années d'engagement dans les questions de justice sociale par la voie de mesures de prévention et de changements systémiques. Depuis 1987, elle œuvre en faveur de l'intégration des réfugiés et des immigrants. En 1998, elle a lancé un programme formel pour apporter une aide directe aux réfugiés et aux immigrants : bourses d'étude, activités de formation, amélioration des aptitudes en leadership et prêts financiers. Les objectifs poursuivis en filigrane sont d'améliorer les politiques d'immigration et le financement des organismes offrant des services aux réfugiés et aux immigrants.

En 1999, une poignée de médecins immigrants a formé une association sans statut, désignée temporairement sous le nom de Foreign Trained Doctors' Association. Le groupe s'est adressé à la Maytree Foundation afin d'obtenir les fonds nécessaires à l'étude des obstacles qui empêchent les médecins formés à l'étranger d'accéder à la profession médicale. Cette problématique concordait en tous points avec les objectifs de la Fondation. « C'est un fait connu que la Maytree



Foundation s'intéresse à la problématique de l'accès aux professions et aux métiers, et qu'elle représente sans doute le bailleur de fonds le plus plausible en ce domaine », note Elizabeth Mclsaac, directrice de la recherche et des politiques à Maytree. La Fondation soutenait déjà les efforts des réfugiés et des immigrants désireux de s'intégrer à la société canadienne; la juste reconnaissance de leurs titres de compétences constituait un important moyen d'y parvenir.

Une subvention de 50 000 \$ offerte par la Fondation a permis d'entreprendre la formation d'une coalition de médecins formés à l'étranger : l'Association of International Physicians and Surgeons of Ontario (AIPSO) était née. Le nombre de membres a augmenté très rapidement et, pour la première fois, on recueillait des données détaillées sur la situation des médecins formés à l'étranger en Ontario, qui allaient constituer une base de données et alimenter la nouvelle recherche. À l'époque, la pénurie de médecins qui sévissait en Ontario était au cœur des débats publics. La jeune coalition a rédigé des mémoires, formulé des recommandations et participé à des débats d'analyse sur le sujet. Elizabeth Mclsaac, alors coordonnatrice du projet Maytree, explique que les efforts de l'AIPSO n'auront pas été vains, puisque l'association a été invitée à se joindre à l'un des groupes de

**Le fait que la Fondation se tenait derrière l'AIPSO nous rendait attrayants et a encouragé d'autres bailleurs de fonds à s'associer à nous.**

travail du Comité d'experts sur les professionnels de la santé.

En 2000, l'AIPSO devenait une entité distincte (dotée de son propre appareil de gestion). La Fondation a entièrement financé le projet depuis la période d'incubation jusqu'en 2003, où l'aide s'est muée en fonds de transition. Le gouvernement fédéral apporte maintenant son appui à l'AIPSO. « Le fait que la Fondation se tenait derrière l'AIPSO nous rendait attrayants et a encouragé d'autres bailleurs de fonds à s'associer à nous », affirme Elizabeth Mclsaac.

En plus de son soutien financier, la Maytree Foundation a fait jouer ses relations pour débloquent des fonds en appui à l'AIPSO à certains moments critiques. Désirant rallier les communautés rurales aux prises avec une pénurie de médecins autour des enjeux cernés par l'AIPSO, la Fondation a convoqué les principaux groupes intéressés à une réunion. Elle a également organisé et parrainé une conférence d'un jour sur la pénurie de médecins en Ontario à laquelle assistaient « des intervenants des échelons élevés de toutes les dimensions du problème », se remémore Elizabeth Mclsaac. « L'AIPSO n'aurait jamais pu être l'instigatrice d'une telle rencontre. Le soutien et l'action stratégique de la Fondation ont été très importants. »



L'AIPSO est aujourd'hui une association efficace pour les médecins immigrants, qui milite en faveur de changements politiques aux niveaux provincial et fédéral. De la poignée de médecins ayant fondé l'AIPSO est née une association forte de 1300 membres, qui représente entre le quart et le tiers de l'ensemble des médecins immigrants en Ontario. « Nous sommes maintenant en position de donner notre avis aux échelons supérieurs et de voir cet avis pris en compte », se réjouit Joan Atlin, directrice générale de l'AIPSO.

Ce succès s'accompagne toutefois de défis particuliers. En effet, l'association tente de s'ajuster au rythme de sa croissance accélérée et de conserver une clientèle diversifiée. Son intérêt pour les changements politiques s'est parfois exprimé au détriment des attentes et des besoins immédiats de ses membres. L'AIPSO s'active maintenant à élaborer des stratégies secondaires afin d'ouvrir d'autres portes aux médecins formés à l'étranger, notamment en facilitant l'exploration d'autres domaines professionnels en lien avec leur formation antérieure. La Maytree Foundation approuve cette stratégie. « Nous sommes conscients de l'importance d'envisager des changements à long terme, mais il nous faut également tenir compte des besoins immédiats de ces gens. »

Selon l'AIPSO, le Canada compte 6000 médecins formés à l'étranger, d'après le nombre de candidats reçus à l'examen d'évaluation du Conseil médical du Canada. Cet examen est le premier obstacle que les médecins immigrants doivent franchir avant d'être autorisés à exercer la profession médicale au Canada, mais il est de loin le moins imposant.

« Il serait plus juste d'affirmer qu'il y a congestion dans l'attribution des permis d'exercice qu'une réelle pénurie de médecins au Canada », dénonce l'AIPSO dans un mémoire adressé à la Commission Romanow en 2002. Il n'y a pas de système cohérent mais un ensemble disparate de politiques et de programmes qui régissent la délivrance des permis d'exercice pour les médecins formés à l'étranger. « Il y a tellement d'organismes de réglementation professionnelle qui ont leur mot à dire dans ce dossier que l'on s'y perd », déplore Elizabeth McIsaac. Le processus prévoit des examens redondants, fastidieux et coûteux et exige un programme de résidence.

« Le véritable obstacle vient du fait que tout le monde en Ontario doit être soumis à une certaine forme d'évaluation supervisée pour se qualifier », résume Joan Atlin. Jusqu'à tout récemment, il n'y avait que 24 postes de résidents ouverts à tous les médecins immigrants en Ontario. Ce nombre restreint représente un obstacle de taille et accroît la compétitivité. Et cet obstacle s'accroît puisque chaque année passée sans exercer leur profession prive les médecins d'une année d'expérience de travail. Grâce au travail de l'AIPSO en lien avec la pénurie de médecins, le nombre de postes de résidents a doublé et on prévoit en ouvrir environ deux fois plus en 2004-2005. Les résultats



des actions menées par l'AIPSO pour révolutionner ce domaine se font sentir depuis la création de l'Assessment Program for International Medical Graduates qui propose des postes de résidence pour 40 médecins formés à l'étranger. Ceux-ci sont évalués dans le cadre d'un programme de résidence accéléré de six mois, puis attestés dans leur spécialité respective.

Il y a seulement quatre ou cinq ans, il n'y avait pas de tribune collective pour représenter les intérêts des médecins formés à l'étranger. L'appui et l'investissement de la Maytree Foundation auront permis d'amplifier cette voix et de renforcer la capacité du mouvement de saisir et de changer les politiques qui touchent ces gens directement. « La Fondation s'est montrée très engagée dans l'ensemble du dossier de l'accès aux professions et aux métiers, et l'excellence de son soutien a permis à l'AIPSO de prendre pied et d'aller de l'avant », souligne Joan Atlin. « C'est l'expression véritable d'un engagement civique et d'une démocratie vivante », affirme pour sa part Ratna Omidvar,

directrice générale de la Maytree Foundation. En favorisant des changements structurels de cette nature, la Fondation continue de cheminer vers la réalisation de sa vision d'inclusion pour tous les professionnels formés à l'étranger, qui viennent dans la plus grande ville du Canada dans l'espoir de réaliser leur rêve d'une vie meilleure.

**Pour plus d'information, visitez le site Internet de la Fondation : [www.maytree.com](http://www.maytree.com)**

**C'est l'expression véritable d'un engagement civique et d'une démocratie vivante.**



# Calgary Chamber of Voluntary Organizations :

## Faire naître une voix nouvelle

**Subventionneur :** The Muttart Foundation  
**Bénéficiaire :** Volunteer Calgary  
**Sommaire :** Créer la Calgary Chamber of Voluntary Organizations pour coordonner les voix du secteur.

« La qualité de vie ne se résume pas à la création d'entreprise et d'emploi. Une ville prospère sait marier le développement des affaires au développement social sous le voile d'un authentique développement économique communautaire », affirme Martha Parker, directrice générale de Volunteer Calgary. La ville de Calgary s'apprête à faire un pas dans cette direction, grâce à une subvention de trois ans accordée par la Muttart Foundation pour appuyer la création de la Calgary Chamber of Voluntary Organizations. Ce forum pourrait bien représenter la tribune unifiée dont rêvent de nombreux intervenants du secteur bénévole de Calgary depuis sept ans.

Les organismes de bienfaisance tendent à lutter chacun de leur côté pour survivre; ils n'ont ni le temps, ni l'énergie de se consacrer à des questions sectorielles, avec lesquelles ils sont d'ailleurs peu familiers. Pour certains, l'enjeu principal demeure la survie organisationnelle. Bob Wyatt, directeur général de la Muttart Foundation, en sait long à ce sujet. Dans les années 1990, la Fondation a tendu la main à de nombreux organismes de services sociaux pour les aider à devenir plus efficaces et plus efficients. De l'avis de la Fondation, renforcer l'infrastructure des groupes caritatifs améliore ces organismes et les rend capables, en retour, d'offrir de meilleurs services. On peut lire la devise suivante sur le site Internet de la Muttart Foundation : « Un organisme de bienfaisance est davantage que la somme des programmes qu'il offre. »

Bob Wyatt se préoccupe des enjeux qui touchent tous les organismes bénévoles. « Nous sommes conscients des luttes que mènent les groupes sur leur propre territoire, mais ils doivent aussi voir les choses à l'échelle du secteur », indique-t-il. Dans cet esprit, il s'est penché sur le moyen d'amener les organismes bénévoles, particulièrement en Alberta, à se concerter pour examiner leurs difficultés communes liées aux lois et à la fiscalité, notamment. À maintes occasions, formelles et informelles, il a invoqué la nécessité d'adopter de nouvelles façons de travailler

ensemble. « J'ai parlé de la chambre de commerce comme d'un modèle dont pourrait s'inspirer le secteur », explique-t-il. Selon lui, ce forum pourrait offrir la tribune dont les organismes bénévoles ont besoin. L'idée de la Calgary Chamber of Voluntary Organizations était lancée.

**V**olunteer Calgary avait eu vent de l'idée de Bob Wyatt. Puis, au terme d'une assemblée publique précédant les élections fédérales de 1997, Martha Parker a pris conscience que les organismes bénévoles et leurs problèmes sectoriels étaient mal connus.

**V**olunteer Calgary s'est alors proposé d'étudier la faisabilité du modèle dont parlait Bob Wyatt. L'organisme a présenté une demande de subvention à la Muttart Foundation, qui a accepté de financer l'étude du concept. Malgré l'intérêt manifesté par les organismes de bienfaisance de Calgary, aucun groupe n'avait les moyens d'aller plus loin. Comme le conseil de la Fondation tenait à ce que l'initiative vienne du secteur, le rapport de faisabilité n'a pas eu de suites immédiates. Cependant, Volunteer Calgary et la Muttart Foundation demeuraient intéressés par cette perspective, et chacun a continué d'œuvrer au renforcement des capacités du secteur.

**E**n parallèle, sur la scène nationale, la voix du secteur commençait à émerger par l'intermédiaire de la Table ronde sur le secteur bénévole, groupe d'organismes de bienfaisance nationaux formé au milieu des années 1990 pour aborder les relations entre le milieu bénévole et le gouvernement fédéral. Les membres de la Table ronde et des fonctionnaires fédéraux ont situé de concert les zones problématiques touchant le

financement et la fiscalité, entre autres. Cette expérience de concertation a montré à de nombreux chefs de file du secteur combien il importait d'avoir un forum pour exprimer ces préoccupations. Le rapport conjoint publié par ce groupe, intitulé avec justesse *Travailler ensemble*, a convaincu le fédéral d'injecter 90 millions \$ sur cinq ans pour resserrer ces liens sous l'égide de l'Initiative sur le secteur bénévole et communautaire.

**E**n 2000-2001, grâce au vent de dynamisme qui a soufflé sur le secteur bénévole à l'annonce du financement par le gouvernement fédéral de l'Initiative sur le secteur bénévole et communautaire, l'intérêt d'établir un forum local des organismes de bienfaisance a refait surface. Un groupe de planification provisoire a été chargé de rallier à la cause des représentants d'organismes connus et bien établis à Calgary. Le groupe a organisé trois consultations communautaires dont chacune a permis de rejoindre plus de 125 représentants du milieu. Lorsque des bénévoles ont été invités à définir le cadre de la chambre proposée à l'occasion de l'une de ces consultations, plus de 80 personnes se sont portées volontaires pour œuvrer au sein de groupes de travail.

**L**e groupe de planification a en outre coordonné plusieurs groupes de discussion. Selon Martha Parker, son rôle est de « bâtir le capital du



réseau. Nous avons avec nous une brochette de gens capables de sortir de l'information rapidement. » De fait, le processus de consultation et de réseautage a mené à la modification du nom proposé pour l'organisme : comme la notion de bienfaisance ne reflétait plus l'éventail d'organismes et d'activités menées sur le front bénévole, la tribune porterait le nom de Calgary Chamber of Voluntary Organizations.

**E**n juin 2003, Volunteer Calgary s'est adressé à la Muttart Foundation afin d'obtenir le financement nécessaire à la mise en place de la Calgary Chamber of Voluntary Organizations. « Nos administrateurs ont évalué leur plan d'affaires, ce qu'ils comptaient faire et ce qu'ils avaient accompli jusqu'ici en l'absence de personnel, puis ils ont approuvé la subvention », explique Bob Wyatt. « Le mouvement est allé aussi loin qu'il le pouvait sans l'apport de personnel. Notre contribution permettra à Volunteer Calgary d'embaucher des gens et de recruter un plus vaste éventail de membres au sein du secteur. »

**L**e financement a débuté officiellement en septembre 2003 par l'octroi de fonds de démarrage échelonnés sur trois ans afin de donner vie au projet. Après deux ans, une évaluation formelle externe déterminera la possibilité de prolonger le financement de cinq ans. Martha Parker a grand espoir que « cet organisme qui réunit des gens du milieu ajoutera une telle valeur au secteur qu'à la fin du financement de trois ans, il sera considéré absolument indispensable. »

**B**ob Wyatt considère pour sa part que cet investissement sectoriel est conforme à la mission du secteur philanthropique... en ce qu'il vise à dépenser des fonds et à prendre des risques.

**L**a période de financement ne fait que débiter et, pourtant, les démarches de renforcement des capacités du secteur vont bon train. Selon Martha Parker, le secteur bénévole dispose actuellement d'une voix suffisamment forte pour se faire entendre sur les questions qui touchent l'ensemble des organismes. Pour la Muttart Foundation, la subvention offerte s'inscrit dans son présent mandat qui lui dicte d'apporter un soutien financier aux organismes de bienfaisance. « La subvention permettra d'amener des organismes différents à se concerter autour d'enjeux qui dépassent la simple gestion de leurs affaires

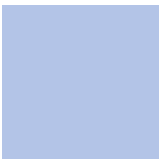
**Le fait qu'une initiative comporte des risques ne signifie pas forcément que nous allons refuser de l'appuyer. Nous sommes préparés à prendre des risques; nous tenons simplement à nous assurer que ces risques sont sensés.**

courantes », précise Bob Wyatt. « Qui sait ce qui en résultera. Du moment que les gens se réunissent pour parler politique, on peut s'attendre à une foule de choses. Mais nous n'allons pas présumer de l'issue de la concertation. »

« Le fait qu'une initiative comporte des risques ne signifie pas forcément que nous allons refuser de l'appuyer », indique-t-il. « Nous sommes préparés à prendre des risques; nous tenons simplement à nous assurer que ces risques sont sensés. Nous avons toujours prétendu, au sein de notre Fondation, que les fondations privées sont les seuls organismes de la société qui ont les moyens d'échouer. »

Le soutien apporté par la Muttart Foundation au secteur bénévole de Calgary consolidera le « troisième pilier » de la communauté. Grâce à l'alliance conclue entre la Muttart Foundation et Volunteer Calgary, le rêve d'un partenariat plus fructueux entre les divers intervenants du secteur bénévole et communautaire de Calgary a dorénavant de meilleures chances de se réaliser.

**Pour plus d'information, visitez le site  
Internet de la Fondation : [www.muttart.org](http://www.muttart.org)**



# Community Advancement New Brunswick :

## Renforcer les capacités à l'échelle locale

**Subventionneur :** T.R. Meighen Foundation  
**Bénéficiaire :** Community Advancement New Brunswick  
**Sommaire:** Renforcer les capacités des fondations communautaires du Nouveau-Brunswick.

On décrit parfois les fondations privées et les fondations communautaires comme des compétiteurs et non des alliés. La réalité est tout autre. Les fondations privées ont toujours appuyé activement le mouvement public des fondations communautaires au Canada. De nombreux subventionneurs des fondations publiques invoquent un même motif de soutien : il n'existe pas de meilleur moyen de s'assurer que les ressources communautaires sont réinvesties localement en réponse à des besoins du milieu. L'appui de la T.R. Meighen Foundation au Nouveau-Brunswick illustre ce partenariat avantageux pour le secteur de la philanthropie.

En 1999, la T.R. Meighen Foundation a profité de l'excellent prétexte que lui offrait son trentième anniversaire pour

faire un don de 2 millions \$ sur trois ans en vue de mettre sur pied Community Advancement New Brunswick (CANB). La Meighen Foundation s'est associée aux Fondations communautaires du Canada (FCC) pour établir ce programme destiné, d'une part, à soutenir la croissance et le développement de quatre fondations communautaires existantes et, d'autre part, à jeter les bases d'une nouvelle fondation communautaire au Nouveau-Brunswick.

Depuis sa création, en 1969, la T.R. Meighen Foundation apporte son soutien aux communautés maritimes du Canada en dirigeant la plupart de ses subventions vers des organismes communautaires. La deuxième génération continue d'accomplir les volontés de Ted Meighen en privilégiant le Nouveau-Brunswick. Il devenait toutefois difficile pour la Fondation d'évaluer si les projets décrits dans les demandes lui étant adressées à ses bureaux de Toronto profitaient vraiment aux communautés visées. Dans les années 1990, période de coupures gouvernementales, les subventionneurs privés ont été confrontés à l'accroissement des demandes de subventions, et la Fondation n'avait simplement plus la capacité administrative d'évaluer les mérites de chacune.

Même si la Fondation visait à renforcer les communautés du Nouveau-Brunswick, elle



## Nous voulions mettre les ressources financières dans les mains de ceux qui connaissent le mieux les besoins de la communauté.

s'interrogeait sur l'efficacité de son soutien. « Nous n'étions plus convaincus d'appuyer nécessairement l'innovation et la coopération entre les organismes et la communauté », explique Kelly Meighen, présidente de la Fondation. Un changement de cap s'imposait : la Fondation s'est alors tournée vers les fondations communautaires de la province. En consolidant et en subventionnant ces organismes, la Fondation s'assurait d'investir dans l'apport de solutions locales à des problèmes locaux. « Nous voulions mettre les ressources financières dans les mains de ceux qui connaissent le mieux les besoins de la communauté », déclare Kelly Meighen.

Les fondations communautaires existent depuis 1921 au Canada. En mettant en commun des dons provenant de plusieurs sources, elles sont en mesure de créer et de gérer des fonds de dotation permanents dont les revenus servent à financer des projets essentiellement locaux. Il est vrai que les fondations communautaires sont très bien situées pour comprendre les besoins du milieu et y répondre car, comme le fait remarquer Kelly Meighen, « elles représentent un véhicule unique, non confessionnel et apolitique qui n'a de comptes à rendre qu'à la communauté. »

La Meighen Foundation a collaboré avec les Fondations communautaires du Canada (FCC) pour concevoir et mettre sur pied CANB. Le rôle prédominant de FCC dans la création de fondations communautaires efficaces en faisait un partenaire tout désigné : l'organisme administrerait le projet et mettrait à contribution son expertise technique et professionnelle. Ensemble, la Fondation et FCC ont présenté l'idée aux quatre fondations communautaires existantes (St. John, Fredericton, Moncton et St. Andrews (desservant la région de Fundy). Aux yeux de Monica Patten, directrice générale de FCC, l'aventure reposait en grande partie sur la relation entre FCC et la Fondation : « Nous nous sommes assis ensemble et nous avons monté le programme. »

CANB offrait trois volets d'appui : a) un appui financier et technique pour renforcer les capacités organisationnelles des fondations, b) des fonds destinés à l'octroi de subventions pour accroître la crédibilité et la visibilité des fondations dans leur milieu, et c) des fonds pour alimenter la dotation de chaque fondation. La Meighen Foundation a concocté une formule complémentaire de financement selon laquelle elle contribuerait 1 \$ pour chaque 2 \$ recueilli par la fondation communautaire. Selon Georgie Day, alors coordonnatrice de CANB, ces trois volets mis ensemble ont contribué à l'efficacité du pro-



gramme. « Je ne crois pas que nous aurions obtenu les mêmes résultats si l'un des trois volets avait été supprimé. Le programme était ingénieusement construit. »

**E**n qualité de coordonnatrice, Georgie Day respectait l'autonomie des fondations tout en les aidant à remplir leurs obligations. « L'idée était d'accroître leurs capacités organisationnelles en formant des bénévoles, en établissant dans certains cas des lieux physiques pour la première fois, en rehaussant la crédibilité et la visibilité des fondations dans leur milieu et en remettant des fonds à des projets de leur choix », indique Kelly Meighen. Leslie Cuthbertson, directrice générale de la Fundy Community Foundation, confirme que CANB a servi de tremplin pour accroître la visibilité de sa fondation auprès de la communauté desservie.

**G**eorge W. Wolf III, président sortant de la Fundy Community Foundation, relate comment la prévoyance de la T.R. Meighen Foundation a dynamisé cette communauté. « Sous les auspices de CANB, l'objectif de la Fundy Community Foundation était de recueillir 300 000 \$ en trois ans, de manière à obtenir un financement de contrepartie de 150 000 \$. Nous avons en fait recueilli 500 000 \$ en deux ans. Par le soutien des activités opérationnelles, l'octroi de subventions et la création d'un fonds de dotation, CANB a aidé notre fondation à s'établir solidement, à embaucher du personnel, à verser des subventions et à construire le moteur qui alimente toute fondation communautaire : le fonds de dotation communautaire. »

**G**âce à CANB, pour la première fois, les administrateurs et le personnel des fondations communautaires ont eu l'occasion de participer à des formations et à des conférences provinciales et nationales. En 2002, les directeurs généraux de trois fondations communautaires du Nouveau-Brunswick ont été invités à la conférence nationale de FCC tenue à Kelowna, en Colombie-Britannique. Ils ont tous trois activement participé à la conférence et apporté une importante contribution en représentant la perspective de leur fondation communautaire respective. Les participants ont vivement apprécié l'occasion qui leur était offerte de côtoyer d'autres fondations communautaires et d'échanger des idées.

**L**es membres de FCC ont l'avantage d'être « rattachés à un organisme national très prospère », souligne Monica Patten. Ils ont accès à de la formation, à des ressources et à un soutien pour le renforcement de leurs capacités. Du point de vue de certains conseils, le processus était intensif, mais admirablement enrichissant. « Il leur fallait entreprendre cette démarche pour prendre de l'essor », résume Georgie Day. Profitant d'un regain d'énergie, le conseil d'administration de chacune des quatre fondations a représenté avec plus d'efficacité les communautés desservies.



**L**e second objectif de CANB était de créer une nouvelle fondation communautaire. Pour ce faire, Georgie Day a été dirigée vers cinq communautés, toutes situées dans le nord de la province. Plusieurs d'entre elles se montraient intéressées par le programme, mais la Péninsule acadienne a été retenue pour son dynamisme, sa détermination et sa vigueur, et parce qu'elle présentait les meilleures chances de succès. Comme le découvraient Georgie Day et l'équipe de CANB, la présence de dirigeants communautaires enthousiastes est indispensable à l'établissement d'une fondation communautaire. Toutefois, le choix de cette communauté représentait un défi particulier en raison du déclin de l'industrie de la pêche. Mais après une période d'apprentissage, elle est parvenue à mettre sur pied une fondation inexpérimentée, certes, mais dynamique.

**T**rois ans plus tard, il ne fait aucun doute que l'investissement de la Meighen Foundation est une réussite sur tous les plans, selon Monica Patten. CANB a remis entre les mains de la communauté une vision et les moyens de la réaliser. « Je n'ai aucune hésitation à dire que le don de la Meighen Foundation a grandement contribué à revitaliser ces communautés », assure-t-elle.

**E**n 2003 et 2004, la Meighen Foundation continue de financer CANB en consacrant annuellement 50 000 \$ au réseautage et au perfectionnement du personnel des fondations. Ainsi, les fondations continueront de prendre de l'importance dans leur communauté respective et seront en mesure d'investir dans la création et la gestion de leur fonds de dotation communautaire.

**L**a Fondation est fière d'avoir confié ses ressources à la communauté. L'investissement initial de 3 millions \$ a fructifié sous la gestion des cinq fondations communautaires et s'élève aujourd'hui à 15 millions \$. « On peut conclure au succès d'une fondation communautaire lorsqu'elle reflète l'optimisme, la vivacité et la vigueur de sa communauté », résume Kelly Meighen.

**Pour plus d'information, visitez le site Internet de la Fondation : [www.meighen.ca](http://www.meighen.ca)**



# Gestion de produits électroniques :

## Partenaires dans la découverte de solutions durables

**Subventionneur :** Thomas Sill Foundation

**Bénéficiaire :** EPSOM

**Sommaire :** Financer un nouveau modèle pour promouvoir la gestion des déchets électroniques.



**A**u fil des progrès technologiques, de nouveaux produits plus rapides, plus légers, moins coûteux et plus performants font leur apparition sur le marché. Mais lorsqu'on achète un ordinateur ou un cellulaire dernier cri, que fait-on des anciens appareils? Ce problème devient alarmant quand on songe à l'accumulation de produits électroniques inutilisés et à la forte concentration de déchets qui contiennent des métaux dangereux tels que le plomb, le mercure et le cadmium.

**L**e jour où la Thomas Sill Foundation de Winnipeg s'est associée à un projet pilote novateur de collecte et de recyclage de produits électroniques inutilisés, rien ne laissait présager de ce qui l'attendait au détour. Le temps et l'énergie bénévole investis par la Fondation ont cependant porté fruit. Au Manitoba, on en sait aujourd'hui davantage sur les options prometteuses qui permettent de s'attaquer à ce problème environnemental en progression.

**E**n 2001, Conservation Manitoba a estimé qu'environ 2000 tonnes de produits contenant des métaux lourds toxiques (ordinateurs, batteries, téléviseurs, etc.) sont déversés dans les décharges publiques de la province à chaque année. Leur décomposition pose une menace sérieuse à l'environnement, lorsque des substances chimiques néfastes sont libérées dans la nappe d'eau souterraine. En outre, la multitude de matières plastiques

indécomposables présentes dans les déchets soulève d'autres inquiétudes quant à l'utilisation des sites d'enfouissement à long terme. Devant cette situation, Conservation Manitoba a proposé que la province adopte des mesures qui engageraient les fabricants et les détaillants de produits électroniques à reprendre ces articles lorsque les consommateurs n'en veulent plus.

Cependant, le problème dénoncé par Conservation Manitoba laissait de nombreuses questions sans réponse. Quels produits pourrait-on recueillir? Seraient-ils réutilisés ou recyclés? Quel serait le coût des opérations? Plusieurs compagnies manitobaines se spécialisaient dans la remise à neuf d'ordinateurs, mais des quantités d'autres appareils électroniques n'étaient pas gérés convenablement. Dans le contexte actuel, aucune entreprise de recyclage commerciale n'était outillée pour récupérer la gamme complexe de substances présentes dans les déchets ménagers dangereux et, par le fait même, dans les produits électroniques. Le gouvernement, qui souhaitait lancer un projet pilote de recyclage des déchets électroniques en collaboration avec un OSBL, a fait appel à la Thomas Sill Foundation. « Peu de gens croyaient à notre expertise dans ce projet », évoque en riant Bob Filuk, président de la Fondation. » Pourtant, c'était un choix logique.

La Thomas Sill Foundation existe depuis 18 ans à Winnipeg. Thomas Sill, comptable agréé de profession et habile investisseur, n'avait pas d'héritier. À son décès, en 1986, il légua tous ses avoirs « pour la création d'un organisme de bienfaisance. » Ses anciens partenaires de la firme comptable à laquelle il avait consacré sa vie ont relevé le défi de gérer la nouvelle fondation. Thomas Sill passait au rang de plus grand bienfaiteur de l'histoire du Manitoba, et sa Fondation devenait l'une des plus importantes fondations caritatives de la province.

En 1995, la Fondation a mis sur pied Gifts-In-Kind Manitoba (GIK), un organisme de bienfaisance incorporé qui, en échange de reçus pour fins de charité, récupère les surplus d'entreprises afin de les revendre à prix raisonnable à des OSBL : mobilier de bureau, jouets, fournitures – et ordinateurs. GIK occupe un entrepôt de 10 000 pieds carrés et emploie un coordonnateur à temps plein, ainsi qu'un préposé qui travaille dans l'entrepôt deux jours par semaine lorsque les OSBL viennent voir la marchandise et en prendre livraison.

En 2003, entre 350 et 400 OSBL participaient au programme. Chacun doit payer une cotisation minimale selon sa situation financière. « Mais la première année est gratuite », précise Bob Filuk, « pour qu'ils puissent essayer la formule. » Les montants recouverts en frais d'administration ne suffisent pas à couvrir toutes les dépenses du programme, c'est pourquoi la Fondation verse 100 000 \$ par année pour appuyer ces activités. « C'est un travail exigeant en main-d'œuvre », souligne Bob Filuk. Mais, selon lui, le jeu en vaut la chandelle. Ce dernier estime la valeur au détail des articles récupérés à plus d'un million \$ en 2003 et à plus de 5 millions \$ depuis l'ouverture. GIK fournit entre 35 et 45 ordinateurs par semaine à des organismes manitobains via le Recycle Technology Program. L'excellente collaboration de la Fondation dans le cadre de GIK en faisait un allié naturel pour mener à bien le projet pilote de recyclage de matériel informatique de la province.



**E**lectronic Products Stewardship of Manitoba (EPSOM) est né en 2002 d'un partenariat entre la province du Manitoba, Ressources naturelles Canada, Manitoba Hydro et la Thomas Sill Foundation. Ce projet pilote avait pour mandat de veiller à la collecte, à la réutilisation et au recyclage de produits électroniques usagés par des méthodes sûres pour l'environnement et qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre. Les partenaires espéraient recueillir des données sur les pratiques et méthodes qui pourraient guider la mise en place d'un programme de gestion de produits électroniques viable au Manitoba. La Thomas Sill Foundation, responsable de la gestion du projet, a contribué 25 000 \$ en argent comptant et 40 000 \$ en biens et services.

**D**evant l'imminence de l'hiver, les partenaires ont consacré une fin de semaine d'octobre 2002 à la collecte de produits électroniques en six endroits à Winnipeg. Les administrateurs d'EPSOM comptaient recueillir entre 30 et 50 tonnes de déchets électroniques. Ils ont été inondés par 93,5 tonnes de rebuts acheminés aux divers points de collecte qui ont rempli 13 semi-remorques. « La réponse du public a été énorme, estime Rod McCormick, analyste des politiques à la division de la prévention de la pollution du gouvernement manitobain. « C'était très gratifiant. » Une telle réponse prouve clairement le besoin d'un lieu approprié pour se débarrasser de produits inutilisés. L'opération s'est toutefois soldée par des coûts et des défis supplémentaires. Les responsables ont dû louer un deuxième entrepôt pour y loger l'excédent de déchets dans l'immédiat.

**A**u total, 5535 articles ont été ramassés. En terme de poids, les téléviseurs, ordinateurs, écrans et périphériques représentaient 80 % des déchets. Des magnétoscopes vidéo,

haut-parleurs, magnétophones à cassettes et tables tournantes composaient les 20 % restants. Les écrans et les tubes cathodiques recyclés par le projet renfermaient 1438,82 kg de plomb. Près de 3 % des articles étaient réutilisables : ils ont été remis à neuf, puis offerts à des OSBL.

« **L**a plupart de ces articles ramassaient la poussière dans les sous-sols. Les gens refusaient de les jeter à la décharge publique, mais ne savaient pas comment s'en débarrasser », explique Bob Filuk. C'est pourquoi il serait bon d'encourager les gens à se débarrasser de leurs vieux appareils au fur et à mesure en leur proposant des collectes régulières.

**J**usqu'ici, le projet EPSOM a surtout permis de faire le point sur la situation. « Nous n'avions aucune idée de ce que les gens jetteraient », admet Rod McCormick. « Maintenant, nous avons en mains l'information dont nous avons besoin pour planifier à long terme. Et nous ne sommes qu'au début de la courbe d'apprentissage. » Le projet a fait la preuve que les consommateurs souhaitent vivement détourner les déchets électroniques de la décharge municipale. « Nous avons appris que les gens tiennent à faire les choses correctement », souligne Brendan Carruthers, coordonnateur des activités de sensibilisation environnementale à Manitoba Hydro. « Les gens prennent conscience que les sites d'enfouissement n'offrent pas des possibilités infinies. »

**R**ecycler correctement les rebuts électroniques n'est pas donné, à 455 \$ la tonne, mais le coût de ces opérations pourrait diminuer à mesure que les gens se familiarisent avec les méthodes. D'après Rod McCormick, le projet a fourni d'excellentes données de base qui aideront les divers intervenants à se montrer plus efficaces la prochaine fois. Le projet a d'ailleurs enrichi l'expertise locale sur les méthodes qui permettront de mieux gérer ces produits à l'avenir.

**E**PSOM a préconisé le concept de gestion de produits comme solution viable au problème des déchets électroniques. Ce projet de partenariat entre le secteur public, privé et communautaire a fait naître un nouvel organisme dirigé par l'industrie, Recyclage des produits électroniques Canada (RPE). Cette coalition d'entreprises privées est vouée à la recherche de solutions durables au problème des déchets électroniques. Au début du projet EPSOM, le secteur privé était opposé à l'idée d'assumer la responsabilité de la gestion des rebuts électroniques. À travers ce projet, les secteurs se sont ouverts à d'autres perspectives. RPE Canada travaille aujourd'hui à la mise en place d'un régime national de gestion écologique des déchets.

**L**a Thomas Sill Foundation s'est révélée une alliée peu plausible, mais certainement indispensable. L'engagement dont elle a fait preuve non seulement en termes financiers, mais aussi en actions et en heures bénévoles, s'est avéré essentiel pour faire démarrer le projet et concevoir un nouveau modèle utile à la gestion d'un problème du 21<sup>e</sup> siècle.

**Pour plus d'information, communiquez avec le personnel de la Fondation au (204) 947-3782 ou visitez son site Internet à : [www.thomassillfoundation.com](http://www.thomassillfoundation.com).**

**L'engagement dont elle a fait preuve non seulement en termes financiers, mais aussi en actions et en heures bénévoles, s'est avéré essentiel pour faire démarrer le projet et concevoir un nouveau modèle utile à la gestion d'un problème du 21<sup>e</sup> siècle.**









**Fondations philanthropiques Canada**  
Une association nationale de fondations subventionnaires

555, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 900  
Montréal (Québec) H2Z 1B1

Tél. : (514) 866-5446  
Télec. : (514) 866-5846  
Courriel : [general@pfc.ca](mailto:general@pfc.ca)  
Site Internet : [www.pfc.ca](http://www.pfc.ca)

© 2003

